

Éditions-Diffusion Charles Léopold Mayer
38, rue Saint Sabin
75011 Paris
tel/fax : 01 48 06 48 86
diffusion@eclm.fr
www.eclm.fr

Les versions électroniques et imprimées des documents sont librement diffusables,
à condition de ne pas altérer le contenu et la mise en forme.
Il n'y a pas de droit d'usage commercial sans autorisation expresse des ECLM.

le temps choisi

François Plassard

Le temps choisi

Les Éditions Charles Léopold Mayer constituent l'une des activités de l'association « La librairie FPH » dont l'objectif général est d'aider à l'échange et à la diffusion des idées et des expériences de la Fondation Charles Léopold Mayer pour le progrès de l'Homme (FPH) et de ses partenaires. On trouvera en fin d'ouvrage un descriptif sommaire de cette Fondation, ainsi que les conditions d'acquisition des ouvrages et dossiers édités et coédités.

L'auteur

François Plassard, 48 ans, ingénieur agronome de formation et titulaire d'un DEA d'économie, est l'auteur de plusieurs ouvrages sur l'autonomie, le développement local, les relations ville-campagne.

Il a été successivement instructeur de haute montagne, agent de développement, créateur d'entreprise et chargé de mission au ministère de la Recherche sur les biotechnologies. Actuellement, il parcourt les régions rurales pour accompagner des projets avec les associations Civam (centres d'initiatives en milieu rural).

Son dernier chantier s'adresse aux élus ruraux en charge de « bassins de vie » pour permettre aux communes rurales de se réapproprier la démarche de prospective et en faire un outil de participation citoyenne au service de nouveaux projets individuels et collectifs.

Fondateur-initiateur de l'université citoyenne du temps choisi (expérimentation en Rhône-Alpes sur le partage volontaire du travail avec chèque du temps choisi) et du SEL (système d'échange local) « Cocagne » à Toulouse, F. Plassard est un acteur de la recherche sur les processus d'innovation.

SOMMAIRE

Préface, Albert Jacquard	7
Prologue	9
Introduction : la réduction du temps de travail, une tendance lourde de l'Histoire	13
I Une crise qui cache une mutation de société	17
II Le temps choisi, une stratégie de sortie de guerre économique	33
III Accomplir la démocratie	59
Conclusion	77
Fin du prologue	79
Bibliographie	83

PRÉFACE

Dans Supplément au voyage de Cook, Jean Giraudoux présente un pasteur anglais venu apporter à des indigènes d'une île du Pacifique les bienfaits de la civilisation, en premier lieu le respect de la morale et l'amour du travail. À vrai dire, ils comprennent mal ses leçons. Pourquoi travailler quand la nature fournit le nécessaire ? Ils se souviennent d'un des leurs qui, étrangement, voulait travailler. Il s'agitait tant qu'un liquide nauséabond sortait de sa peau ; il sentait si mauvais qu'il avait fallu l'abattre. Malgré leur bonne volonté ces sauvages ne parviennent pas à comprendre comment le travail peut être source de dignité.

En fait, durant la plus grande partie de l'histoire humaine, le concept même de travail ne correspondait à aucune réalité. Les chasseurs-cueilleurs qu'étaient nos lointains ancêtres ne connaissaient que des activités considérées aujourd'hui comme des loisirs. Ce n'est qu'il y a moins de vingt mille ans que nous avons imaginé de retourner le sol, de le semer, de récolter, de mettre à l'abri la nourriture produite. Pour cela il a fallu créer des outils, construire des greniers, défendre ceux-ci contre les voleurs, inventer des moyens de se battre plus efficacement, faire la guerre. Certes, ce statut d'éleveurs-agriculteurs permettait de disposer d'une plus grande quantité de nourriture. Mais le prix à payer, l'obligation de travailler, a pu paraître à certains bien lourd. Pour alléger ce poids nos sociétés ont imaginé de sacraliser ce qui n'est qu'une contrainte douloureuse.

Parmi les transformations radicales du sort des hommes que nous a apportées ce siècle, le recul de la malédiction supposée divine du travail est source des pires contresens. Si l'on avait annoncé aux paysans d'autrefois qu'un jour il faudrait cent fois moins d'heures d'efforts pour produire un quintal de blé, ils auraient souhaité la venue rapide de ce nouvel âge d'or et imaginé les multiples fêtes qui rythmeraient les saisons. Aujourd'hui cette prédiction est réalisée, mais il n'y a plus de fêtes. Et les paysans ont dû quitter les

villages pour venir s'entasser dans les banlieues des mégalo-poles.

L'accès de chacun aux biens produits par l'effort de tous a été conditionné jusqu'à présent par sa participation à cet effort : «à chacun selon ses mérites». Mais, pour produire, il faut désormais moins d'effort ; un jour viendra où il n'en faudra plus du tout ; les machines remplaceront l'homme. Nous devrions nous en réjouir ; stupidement par manque d'imagination devant des conditions nouvelles, nous le déplorons. Pour maintenir le système de répartition d'autrefois, nous inventons de produire des biens rigoureusement inutiles dont nous nous efforçons de persuader le public qu'ils sont nécessaires ; cela donne du travail à ceux qui les produisent, à ceux qui en font la publicité, à ceux qui les vendent, à ceux qui les détruisent ; mais ce travail n'est qu'une fatigue inutile et souvent destructrice des ressources non renouvelables de la planète. Pour camoufler la sottise de ce comportement collectif, un mot est utilisé : la croissance. Comme si celle-ci était un bien en soi, alors que, sur notre Terre limitée, toute croissance rencontre rapidement son asymptote. «Le temps du monde fini commence», a écrit Paul Valéry.

Une autre organisation s'impose. Hélas, l'imagination, en ce domaine n'est guère au pouvoir. Avec *Le temps choisi*, François Plassard nous propose une piste originale et prometteuse ; sachons l'écouter et explorer cette voie nouvelle.

Albert Jacquard

Albert Jacquard est professeur honoraire de génétique à l'université de Genève et à Paris VI. Il est membre du Haut comité pour le logement des défavorisés.

PROLOGUE

Ils semblaient tous faire la même chose, et pourtant..

«Que fais-tu ? demande un être venu d'ailleurs à un homme assis dans un chantier de pierres.

– Eh bien, tu le vois, je casse des cailloux !

– Que fais-tu ? demande-t-il à son voisin assis à ses côtés martelant sa pierre.

– Eh bien, tu le vois, je gagne durement ma vie. »

Prêt à s'en retourner dans son autre planète remettre son rapport sur le travail des humains, l'être venu d'ailleurs renouvelle une dernière fois sa question à un troisième tailleur de pierre.

Et celui-ci lui répond : « Je construis une cathédrale ! »

Cinq siècles plus tard notre messenger revient sur la planète Terre pour réactualiser son rapport sur l'activité des hommes.

Là encore il lui semble qu'ils font tous la même chose, tant il les voit se presser dans la rue, se précipiter sur un téléphone, dans une bouche de métro, se réunir, parler, se séparer et s'affairer encore.

«Que fais-tu là ? demande-t-il au premier passant venu.

– Je n'ai guère le temps de te parler, répond alors un chômeur pressé. Je quitte mon douzième stage de formation et cours à mon prochain entretien d'embauche.

– Que fais-tu ? demande-t-il à un deuxième humain, les yeux fixés sur un écran de télévision

– Je surveille une chaîne de montage automatisée ; d'ouvrier spécialisé de la peine que j'étais autrefois, je suis devenu par la formation continue un technicien de surface, «un ouvrier de la panne», prêt à intervenir et à anticiper à tout moment sur tout incident.

Assurément, pensa l'être venu d'ailleurs, ces deux hommes me paraissent ressembler aux deux tailleurs de pierre d'autrefois, le premier qui cassait des cailloux et le deuxième qui gagnait durement sa vie.

Voyons le troisième.

« Que fais-tu là ?

– Eh bien, je prépare ma réunion d'équipe. Nous sommes des ingénieurs de provenances diverses dans une PME d'informatique en pointe, leader sur son marché. Notre entreprise ressemble à un orchestre où les joueurs que nous sommes vivent un double défi : harmoniser nos violons pour « parler le même langage » et en même temps défricher ensemble une partition qui, elle, n'est écrite nulle part.

– Assurément celui-là ressemble au constructeur de cathédrale, se dit l'être venu d'ailleurs.

Avant de nous quitter pour remettre son deuxième rapport sur l'activité des humains, le messager venu d'ailleurs nous a promis de revenir en l'an 2017, quand les bébés d'aujourd'hui auront vingt ans.

Nous lui avons remis une lettre cachetée, qu'il ne devra ouvrir que lorsqu'il aura effectué pour la troisième fois son enquête.

Dans cette lettre, nous avons fait une hypothèse sur chaque homme qu'il rencontrera à son prochain voyage.

Le premier sera âgé, mais pas vieux. Il gardera une demi-douzaine d'enfants de toutes les couleurs : « Pêcher dans la rivière, s'imprégner des multiples secrets qui font l'âme d'un lieu où l'on vit, faire ses devoirs et écouter une histoire » sera la première scène que l'être venu d'ailleurs découvrira pour comprendre l'activité de son premier interlocuteur.

Mais ce jeune papy d'adoption qui s'occupe d'enfants n'est plus un chômeur. Ancien citadin revenu à la campagne dans un gros village à moins d'une heure de la grande ville, il échange avec les habitants ses services de pédagogue contre d'autres services. Son bois de chauffage, ses déplacements, les repas de fête pour ses amis, il ne les paye plus en argent mais en SEL, une nouvelle unité de compte locale pour une économie de don et d'échange de proximité : de don compensé. Une formule de troc à plusieurs, conviviale et bien commode, pour compléter sa petite retraite versée à 50 ans.

Le deuxième homme rencontré sera plus jeune que le premier. Analogue à l'ouvrier de la peine ou au technicien de maintenance, son travail a peu changé. Si ce n'est que la plus grande partie de son travail se réalise à son domicile grâce à la téléinformatique. Au lieu de travailler huit heures par jour, il n'en travaille plus que quatre, sur vingt ans de sa vie. À ce

rythme, cela s'apparente à une sorte de « service civil » à mi-temps rendu à la collectivité, entrecoupé de temps choisis et d'éducation de ses enfants. D'autant que les chaînes de montage, il faut parfois les arrêter quand les hommes n'ont plus le temps de consommer tout ce qui est produit avec tant d'efficacité !

Elle est loin l'époque où ceux qui n'avaient pas de temps mais de l'argent ne cessaient de critiquer et culpabiliser ceux qui avaient du temps libre subi (mais non choisi) et pas d'argent pour consommer !

Quant au troisième homme, le bâtisseur de cathédrale transformé en chevalier de la compétition électronique, que pourrait-il être ?

N'en faisons plus un seigneur de la guerre, mais un maître artisan du temps choisi.

Un homme qui saura transformer le travail en œuvre, ses passions en création.

Comment ?

Grâce à son projet de temps choisis, à la fois individuel et collectif, qui lui donne pendant des tranches précises de sa vie un revenu et une reconnaissance sociale. Si, pendant son temps choisi, il est un artisan tisserand (en latin, tissu se dit « complexus »), ses matériaux à lui seront plus immatériels : ils sont de l'ordre de la connaissance et de la conscience, de la passion et de la raison. La construction de ce tableau de relations humaines tissées peut être un grand défi lancé à soi-même ou bien cette idée toute simple qui donne envie à quelques personnes d'un lieu ou d'un réseau de faire un petit bout de chemin ensemble.

Utopiste me direz-vous... ce maître artisan du temps choisi ?

Pas tant que cela puisque Anne-Marie avec son rucher école, Gilles avec son journal, Guillaume avec sa péniche, Françoise avec son jardin collectif, Jacqueline avec des enfants malades, ont déjà commencé expérimentalement en Rhône-Alpes.

Et si nous commençons tout de suite, sans attendre le retour du messager ? Car pour s'approprier soi-même, se réconcilier avec la vie, jardiner la planète.. il faut beaucoup de temps... de temps choisis.

INTRODUCTION

La réduction du temps de travail, une tendance lourde de l'Histoire

L'histoire de la société industrielle peut être relue comme celle de la relation entre le marché, l'État et les travailleurs. Dans l'histoire tumultueuse remplie de sang et de larmes de la relation travail-capital à la conquête des marchés, vient s'insérer un jeu – et enjeu – perturbateur : la productivité du travail. Comment produire toujours plus de richesses avec de moins en moins de travail humain ?

«En 1850, le temps de travail représentait 70 % du temps de la vie éveillée (hors sommeil), soit 5 000 heures travaillées par an. Le film récent «Germinal» sur la révolte des mineurs nous en a rappelé le triste contenu.

«Au début du XX^e siècle les ouvriers des fabriques ne travaillent déjà plus que «3 200 heures par an», soit 42 % du temps de la vie éveillée.

«Avec une moyenne de 1500 heures par an, le travail ne représente plus aujourd'hui que 14 % du temps éveillé, grâce à l'effet combiné des gains de productivité du travail et de l'allongement de l'espérance de vie. Si nous englobons les chômeurs, nous voilà proche de la moyenne d'heures travaillée par nos ancêtres pendant les cinq siècles qui ont précédé la révolution industrielle : soit 1 000 heures par an.»

Roger Sue, Temps et ordre social, Puf, 1994

La durée annuelle du temps de travail a ainsi été divisée par deux depuis 1900. Schématiquement, on peut dire que cette baisse de la durée du travail a permis la création de 10,5 millions d'emplois.

10 % d'heures travaillées en moins et 10 % d'actifs en plus... sans partage du travail depuis vingt ans.

Ce mouvement de régulation de l'emploi par la baisse du travail individuel est pratiquement stoppé depuis 20 ans alors que les trente années précédentes nous étions passé de la semaine de 60 heures à la semaine de 40 heures. La production de biens et de services quant à elle n'a jamais cessé de croître.

En 1974, le total des heures travaillées était de 37,9 milliards. Ce volume n'était plus que de 34,1 milliards en 1991, soit une perte d'environ 10 % d'heures travaillées. Dans le même temps, l'offre de travail – la population active – a au contraire augmenté de 10 % passant de 22,3 à 24,5 millions d'actifs. Pendant que cet écart se creusait entre le travail économiquement nécessaire et l'offre surabondante de travail disponible, le produit intérieur brut n'en a pas moins augmenté en France de 44 %.

Que s'est-il passé ?

Le travail au centre de la cohésion sociale ?

Dans une de ses épîtres saint Paul proclamait déjà : « Qui ne travaille pas, n'aura pas à manger. » Mais c'est bien plus tard que le développement de l'industrie et du capitalisme fera du travail le grand intégrateur de la cohésion sociale.

C'est autour du travail que la société industrielle s'organise. Il devient l'idéal d'émancipation individuelle dans la philosophie des Lumières.

Quand les biens utiles sont jugés rares, la quantité de travail devient la mesure de la valeur des marchandises et de la formation du capital.

C'est lui qui permet de remplir son devoir à l'égard de soi-même, de sa famille, de ses proches et de l'ensemble de la société.

Mais notre histoire de tailleurs de pierre voulait introduire toute l'ambiguïté du mot et du concept de travail.

Il peut tour à tour diviser ou relier, être un droit ou un devoir. La notion de travail peut nous renvoyer à l'effort, à la peine, à la torture (le trepaleum, origine du mot travail, était un instrument de torture à trois pieux), ou nous renvoyer à de l'activité créatrice.

Un retour dans l'Histoire nous montre combien certains intérêts ont su jouer de cette ambivalence fondamentale du mot travail, entre douleur et création. Max Weber dans son

livre « L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme » montrera à quel point le travail a été glorifié comme la condition du salut de chacun. Poussées à leurs limites, les « vertus purificatrices » du travail n'étaient-elles pas inscrites en exergue à l'entrée des camps de concentration nazis : « Arbeit macht frei » (le travail rend libre) ? Les camps staliniens et maoïstes ne prônaient-ils pas la rééducation par le travail ?

Le travail a été un intégrateur puissant dans notre société industrielle en expansion croissante. À l'étape actuelle de mutation que nous vivons, il est de plus en plus effectué par des machines automatisées (voire intelligentes ?), et semble jouer plutôt un rôle de division et de dualisation.

La course au succès, aux contrats, à l'argent ou tout simplement à la reconnaissance ou à la subsistance, a conduit à l'apparition d'une nouvelle maladie : le workoolisme ou boulimie du travail. Accaparé par les uns, refusé aux autres, il perd son sens d'intégrateur de masse, de production d'identité collective stable, de modèle de référence susceptible de structurer le champ social.

Quand le lien social s'effrite, nous allons jusqu'à nous réfugier dans notre travail : la libération devient prison.

La durée globale de travail s'est réduite ces quinze dernières années plus rapidement que par le passé. Ce travail était une force de cohésion ; accaparé par certains il est devenu force de division : la moitié des gens travaillent comme des fous pendant que l'autre moitié se ronge les doigts, sans emploi, ou travaille à temps partiel, discontinu et déqualifié.

Deux mondes se séparent et ne se comprennent plus. On peut habiter la même rue, fréquenter le même boulanger, et appartenir à deux planètes différentes.

La suspicion de ceux qui ont un travail s'alimente de l'idée que les « sans-travail » sont à leur charge et qu'« ils ne veulent pas travailler ». Au moment où la réalité démontre l'impossibilité de procurer un vrai emploi à tout le monde, se pose la question d'un nouveau contrat social qui ne soit plus exclusivement fondé sur le travail donnant droit à un revenu et une reconnaissance.

Nous le verrons, un travail « tertiarisé » dans le cadre du marché et/ou de l'État n'a plus les mêmes capacités à médianiser, catalyser, une intégration sociale de masse.

C'est dans l'interstice de ce sentiment d'impasse, porte ouverte à toutes les violences et extrémismes, que s'intro-

duit l'idée stimulante de temps choisi à inventer, créateur de sens. Un temps de participation à la vie sociale différent de celui communément attribué au travail et/ou au temps domestique. Soit une nouvelle manière de poser la question de savoir si nous travaillons pour vivre ou si nous vivons pour travailler.

1. H. Arendt, *Condition de l'homme moderne*, Calmann-Lévy, Agora, 1983.

Vers une société de travailleurs sans travail ?

« L'ennui c'est que l'avenir n'est plus ce qu'il avait coutume d'être »

(Paul Valéry)

Dès 1958, Hannah Arendt percevra ce paradoxe d'une vive actualité : la survalorisation éthique du travail, et la perte de son statut de temps social dominant :

« C'est une société de travailleurs que l'on va délivrer des chaînes du travail et cette société ne sait plus rien des activités plus hautes et plus enrichissantes pour lesquelles il vaudrait la peine de gagner cette liberté. Dans cette société, il ne reste plus de classe, plus d'aristocratie politique ou spirituelle qui puisse provoquer une restauration des autres facultés de l'homme.

Ce que nous avons devant nous, c'est la perspective d'une société de travailleurs sans travail, c'est-à-dire privés de la seule activité qui leur reste. On ne peut rien imaginer de pire¹. »

Ainsi, nous passons à côté de la chance historique qui nous est offerte : faire en sorte que le temps dont chacun dispose pour sa quête de sens soit plus important que le temps dont il a besoin pour son travail, son repos et ses récréations.

Même la gauche ne l'a pas vu. Le livre blanc de la Commission européenne proposé par Jacques Delors en 1993 a rendu perplexe, par la banalité de son slogan « Compétitivité, Croissance, Emploi », ceux qui attendaient d'un livre blanc non pas une formulation guerrière mais une dimension sociale, culturelle et éthique. Le coauteur du livre « La révolution du temps choisi », publié douze années plus tôt par « Échange et projet », était-il un autre homme ?

André Gorz, spécialiste international du travail, formulait au même moment la question de savoir si la vraie mesure de la richesse ne devrait pas être le temps libéré des nécessités et contraintes économiques.

Comprendre que la crise que nous vivons n'est pas une crise économique de production, mais avant tout une crise de non-répartition de la richesse et du temps, permet d'introduire cette idée neuve du temps choisi.

Elle arrive à point en réponse à une crise sociale, une crise du lien, une crise du sens.

Et, nous le verrons, l'invention d'une nouvelle forme sociale grâce au temps choisi, nous relie à l'une des valeurs fondatrices de notre histoire européenne, que nous avons dangereusement pervertie : la démocratie.

I

UNE CRISE QUI CACHE UNE MUTATION DE SOCIÉTÉ

Nos repères pour définir la normalité et pour identifier ce que nous appelons une « crise » ont été élaborés pendant une période récente, atypique de l'Histoire. En parlant de crise, nous voulions signifier que nous vivions un écart à une norme qui était celle qui a caractérisé cette période où la croissance des biens matériels était confondue avec l'idée de développement ; où le Progrès, essentiellement quantitatif et mesurable par l'approche statistique, semblait profiter à tous ; où le travail en régression dans une activité était relayé par une progression dans une autre.

Le moteur de cette expansion-croissance a été celui des gains de productivité considérables réalisés en agriculture, supérieurs ces cinquante dernières années à ceux effectués pendant huit mille ans de l'histoire de la paysannerie. Soit une véritable « explosion » si nous déplaçons la source de notre regard pour resituer cette période de croissance quantitative sur plusieurs siècles.

Si un agriculteur nourrit trop bien actuellement soixante personnes (alors qu'il en nourrissait mal quatre en 1945 !), le temps ainsi libéré a favorisé en premier lieu l'essor de l'industrie, grosse consommatrice de main-d'œuvre issue de la campagne, complétée par l'immigration.

L'économiste François Perroux parlait à propos de l'industrie de « cette grande machine qui broyait des hommes pour produire des marchandises ».

Puis ce fut la croissance des services. En moins d'un siècle, les activités des hommes ont connu une sérieuse inversion :

2. René Passet, L'économique et le vivant, revue Transversales Science et Culture n° 44.

de 80 % à dominante rurale, les voilà devenues à 80 % à dominante citadine.

La croissance devenue la norme

Pendant la période de forte croissance de 1960 à 1970, la production croît encore de 4,8 % par an dans l'Union européenne et l'emploi de 0,2 %. Nous nous étions habitués à un partage des gains de productivité du travail de la manière suivante :

- * une partie réservée à la hausse des salaires qui constituent l'essentiel de la demande solvable ;

- * une partie affectée à l'investissement des entreprises (le renouvellement des machines) ;

- * une partie consacrée à la baisse des prix pour rester compétitif.

Nos débats sociaux nous ont habitués à ce genre d'exercice de négociation entre l'État, les entreprises (marché) et les travailleurs, partage des fruits de la croissance, ritualisée par les médias chaque année. Au-delà des désaccords partiels, le consensus était clair : il fallait alimenter la croissance.

Les économistes ont appelé ce débat entre l'État, les entreprises et les syndicats représentant les travailleurs : le cercle vertueux du consensus « fordiste » de la croissance. L'offre de marchandises créait la demande qui créait l'offre. Les désaccords sur les clés de répartition de la croissance entre les partenaires sociaux, n'affectaient en rien la conviction qui les animait : « faire de la croissance ». Quand la croissance se grippait, l'État, s'il avait encore le pouvoir de battre monnaie et si l'économie nationale n'était pas trop « extravertie » ou ouverte sur l'extérieur, pouvait imaginer une relance de la demande par l'investissement public et la consommation. Malheureusement, ces conditions de nos jours ne sont plus réunies.

Les économistes appelaient cela une relance keynésienne, du nom de l'économiste John Keynes qui joua un grand rôle dans la sortie de crise des années 30.

Ainsi, la productivité de l'agriculture a chassé les hommes de la campagne et la productivité du travail dans l'industrie a

pris le relais en chassant les hommes de la fabrique. Mais, au transfert massif des activités des hommes dans les services où les gains de productivité sont moindres (dans le face-à-face d'une activité de service, nous nous échangeons du temps) s'est adjointe une mutation technologique conjuguant l'automatisation et l'informatisation amorcées dès les années 70.

Associée à une mondialisation des échanges, cette mutation technologique va changer les systèmes de production et les enjeux du partage de la richesse.

Du matériel à l'immatériel

La production de biens (matière et énergie) devient structurellement destructrice d'emploi.

Seuls les produits chargés d'information (qualité et services) créent, aujourd'hui, de l'emploi, confirme le commissariat au plan.

Dans une économie de l'immatériel où la plupart des coûts sont situés en amont des processus de production (recherche et innovation) et en aval (publicité, vente) ce sont des systèmes intégrés et non des facteurs spécifiques qui produisent. Ce relais pris par l'information sur la matière et l'énergie est lourd de conséquences.

Ainsi, dans les nouveaux systèmes de production, la notion de productivité de chaque facteur ou composante perd toute signification. À l'exemple des fils qui composent un tissu, la qualité de l'ensemble est « à la fois plus et moins que la somme des parties », nous enseigne les lois des systèmes complexes.

«La production devient de plus en plus un bien collectif issu d'une coopération de facteurs locaux, nationaux, internationaux, économiques et non économiques», explique l'économiste René Passet². Si l'enrichissement de l'ensemble n'est plus le seul fait des chefs d'entreprise et des employés, mais aussi de nombreux autres facteurs externes incluant la recherche, l'éducation, l'environnement, le revenu de chacun ne peut plus être réduit à la seule dimension du temps de travail qui, lui-même, est en régression.

Voilà la rupture que nous ne voulons pas voir.

L'investissement intellectuel essentiel à la production de ce que certains commencent à appeler la « cyber-production », est de plus en plus le fruit d'un patrimoine universel de connaissances qui interroge sur les vertus toujours exaltées du profit individuel immédiat.

C'est le paradoxe d'une société de plus en plus commutative et redistributive que de mettre en avant les vertus de la privatisation des moyens de production au profit des seuls actionnaires du capital. Ces derniers échappent de plus en plus au pouvoir politique et au suffrage universel ; il y a là un bouleversement historique de la relation capital-travail.

Nos schémas mentaux, nos comportements et nos valeurs, hérités de systèmes du passé n'ayant pas changé, nous gardons les mêmes modes de redistribution de la richesse : nous avançons en reculant. Pour la première fois dans l'Histoire, les riches semblent pouvoir se passer des pauvres.

Les apartheid riches-pauvres qui se reconstituent dans les mégalo-poles ne sont pas sans rappeler certaines situations tendues de la fin du XIX^e siècle. Ils sont la traduction dans l'espace du passage d'une société d'exploitation (dont les conflits malgré tout produisaient du sens) à une société d'exclusion qui privilégie le repli sur soi et l'implosion. Les exclus toujours plus nombreux du nouveau système productif (qui n'a plus rien à faire de leur force de travail) se voient condamnés à la simple dimension de consommateurs. Mais ils ne participent à la « demande solvable » en consommant qu'à la mesure des revenus d'assistance qui leur seront concédés.

Sans une prise de conscience collective des changements des systèmes productifs, amplifiés par la mondialisation, nous ne pourrions imaginer un nouveau contrat social acceptable par le plus grand nombre, comme l'avait été en son temps le consensus fordiste. Ce dernier ne peut évidemment plus reposer seulement sur la seule notion de travail (associé à la peine) que l'on a confondu jusqu'à présent à l'emploi.

C'est l'objet de notre démarche que d'interroger, par le détour du temps choisi, le contenu que nous pourrions mettre demain dans la notion de travail, dans la perspective d'un nouveau contrat social à inventer.

La pauvreté : un manque à gagner
considérable pour les débouchés des entreprises

Rien que pour l'Europe, les 18,5 millions de chômeurs ou les 50 millions de personnes vivant en dessous du seuil officiel de pauvreté provoquent, en dehors de toute considération humaniste ou éthique, un manque à gagner considérable pour les entreprises, ainsi privées de clients solvables. Cette fracture sociale met en danger l'idée même de démocratie. Elle exige d'inventer autre chose comme support du revenu et de la reconnaissance sociale que l'appartenance à une entreprise. C'est ce que déclare courageusement le livre du centre national des jeunes dirigeants « l'Entreprise du XXI^e siècle » paru en 1996.

Serait-ce une porte ouverte à l'idée du temps choisi ? Soyons prudents, n'allons pas trop vite.

Pour sortir de cette contradiction de l'abondance qui engendre la pauvreté, il nous faut une relecture de l'Histoire sur les temps longs qui puisse nous éclairer sur le temps court du présent. Sans vision prospective nous pourrions répéter les mêmes erreurs et tragédies que celles du passé. Sans vision prospective, nous ne pouvons distinguer ce qui est de l'ordre des crises conjoncturelles ou des mutations. Sans la mémoire du passé et de ses tendances lourdes que nous avons intériorisées dans notre culture, nous ne pourrions pas imaginer les bifurcations pour nous projeter dans le futur.

Le système occidental d'accumulation :
trois stratégies pour le retour de la croissance

Jeune ingénieur j'avais été frappé par cette histoire rapportée par des anciens de mon école : « Nous avons appris à des paysans africains à mettre des engrais pour produire deux fois plus. Revenant deux ans après, quelle ne fut pas notre surprise de constater qu'ils avaient réduit de moitié les surfaces cultivées ! »

À l'opposé de ce comportement traditionnel modéré, notre système occidental peut se définir par un maître mot : « l'accumulation ». En relisant notre histoire européenne qui a essaimé ses valeurs dans le monde entier, nous pouvons constater à quel point notre système productif particulier a

toujours su contourner les obstacles à son processus d'accumulation. Et ceci de trois manières : la guerre, la conquête de nouveaux Eldorados et le changement de système technique.

1. La guerre impossible

La première manière pour retrouver les conditions de l'accumulation est la guerre. Ne nous arrive-t-il pas d'entendre quelquefois au café du commerce ce terrible constat : « Une bonne guerre et cela repart ! » Souhaitons que les guerres soient devenues impossibles par les forces de destruction considérable en jeu, même si nous ne nous sommes pas privés dans un passé récent de guerres partielles qualifiées curieusement de « chirurgicales » comme celle du Golfe.

2. La conquête de nouveaux Eldorados

La deuxième manière pour retrouver les voies de l'accumulation est cette idée missionnaire d'aller « développer » ceux qui sont supposés attendre avec impatience les effets « libérateurs » du Progrès tel que nous le concevons.

Quelques extraits de discours célèbres éloignés les uns les autres dans le temps parlent implicitement de cette caractéristique de notre système occidental de ne concevoir sa survie que dans la conquête, la fuite en avant vers de nouveaux Eldorados. Ces textes résument à eux seuls la logique de plusieurs siècles d'Histoire :

* Jules Ferry, 28 juillet 1885, à la chambre des députés : « La politique coloniale est la fille de la politique industrielle. La croissance continue de la production et de l'accumulation des capitaux exige de nouveaux débouchés... » « La colonisation est nécessaire pour que la France conserve sa place dans le concert des nations et ne s'engage pas sur le grand chemin de la décadence. »

* 1960, le livre *Les étapes de la croissance*, un manifeste non communiste, de Rostov, vendu à des millions d'exemplaires prend l'allure d'une bible : « Ce que nous croyons, car c'est de foi dont il s'agit, c'est la foi en l'extension au monde entier de l'ère de la consommation de masse... » « Car l'au-delà de la consommation peut déboucher soit sur l'ennui, soit sur la stagnation spirituelle. »

* 1974, 2 mai, Assemblée générale extraordinaire des Nations unies : « Les États ont le droit et le devoir de contri-

buer au développement international des marchandises. Le commerce international est le moteur de la croissance» – Nouvel ordre économique international – Charte des droits et des devoirs des États..

* 1985, Médecins sans frontières crée la fondation «Libertés sans frontières» présidée par le docteur Malhuret, ministre de la Santé : «Les lois du marché sont universelles et toutes les dérogations que l'on a inventées pour accorder quelques avantages aux pays du Sud ne font que brouiller le jeu et limitent les performances que l'on peut attendre de la concurrence. D'où le recours à une liberté sans frontières dont la légitimité indiscutable est fondée sur les droits de l'homme.»

Le FMI et la Banque mondiale n'auraient peut-être pas osé en dire autant !... L'humanitaire a pris le relais du discours messianique sur la croissance.

* 1993, PNUD, programme des Nations unies pour le développement, Rapport sur le développement humain : «Les marchés libres constituent le mécanisme d'échange de biens et de services le plus efficace conçu jusqu'à aujourd'hui, il faut y réintégrer ceux qui s'en trouvent exclus.»

* 1997, Bilan économique du Monde, article de Raymond Barre, «S'adapter pour le Progrès ou dériver vers le déclin» : «Le temps de la fermeté est venu. Le choix des Français – et ils doivent le comprendre – est de s'adapter au progrès en prenant bonne place dans la mondialisation car les nouveaux débouchés accroissent les profits des entreprises et par l'emploi... ou dériver vers le déclin.»

Ainsi c'est une tendance lourde de notre histoire industrielle que d'avoir toujours tenté de dépasser une crise d'accumulation interne par une sorte d'extériorisation conquérante que pratiquent d'une autre manière les missions humanitaires, même si elles sont conjoncturellement justifiées.

Intégrer un plus grand nombre d'hommes producteurs et consommateurs dans notre système d'accumulation a le mérite d'amortir sur un plus grand nombre les charges fixes et de structures, à l'image d'une compagnie aérienne désireuse d'amortir sur un plus grand nombre de passagers le coût toujours plus élevé de ses avions.

Mais cette voie nécessite une contrainte préalable : celle de rendre désirable notre modèle culturel et sociétal occidental en mettant en valeur sa capacité à créer du bonheur.

Cette voie ne manque pas d'ambiguïtés, de déconvenues et d'aléas quand elle s'adresse à des ensembles sociaux, économiques, culturels et politiques qui ne sont pas homogènes. Elle est même source de dangers pour le mode de société que nous souhaitons promouvoir à l'échelle de la planète.

Le grand village mondial

Derrière cette stratégie se profile une vision particulière du monde, chère aux économistes libéraux d'un « grand village global sans frontière », facilitée par une circulation anonyme à la vitesse de la lumière des capitaux (autoroutes électroniques). Tout échange dans ce village se réduirait à une seule unité de mesure : l'argent sacralisé produit par des banques privées indépendantes du pouvoir des États comme il en est déjà question avec l'Euro et la Bundesbank hors contrôle du Parlement européen (article 107 du Traité de Maastricht).

Se trouverait alors accomplie la prophétie d'Adam Smith en 1776, père de l'économie libérale : faire de la « main invisible du marché » le deus ex machina, ou grand ordonnateur de l'univers, mettant en compétition chacun, chaque lieu, chaque région contre tous au sein de la division internationale du travail sans entrave. Pour convaincre, il lui faut un couplet sur la part d'irrationnel en l'homme : la passion, l'émotion, le désir de l'échange. C'est ce que fait Adam Smith, dans sa Théorie des sentiments moraux, où il réduit la passion et l'émotion de l'homme à un intérêt calculable, mesurable, prévisible et dès lors gouvernable.

Une telle théorie, calquée sur les repères des sciences physiques et mécaniques de l'époque du XVIII^e siècle, sera ensuite aménagée par d'autres qui s'inspireront de la thermodynamique des fluides (principes de Carnot pour la machine à vapeur) du XIX^e siècle. Par exemple, Karl Marx (qui échangea de nombreuses lettres avec Carnot) s'inspirera de la loi sur les rendements décroissants (loi d'entropie) pour théoriser la lutte des classes et la fin de l'Histoire.

Mais pour l'essentiel la théorie libérale du marché – vision mécaniste de l'équilibre de l'offre et de la demande qui ne se vérifie que lorsque l'offre est inférieure à la demande – reste fidèle aux textes de ses pères fondateurs. Elle arrive au bon moment à la fin du Moyen Age pour apparaître comme une

théorie libératrice : « la main invisible du marché » doit nous libérer du Roi, des seigneurs et du clergé.. et nous faire adhérer à la science du XVIII^e siècle et à la Déesse Raison de la philosophie des lumières.

Mais lorsque l'on a connu la vie de village où se nouent des relations complexes et passionnelles, où chacun se sent concerné par le devenir de tous, on ne peut accepter l'extrapolation dangereuse de la métaphore d'un village global planétaire qui serait régulé par les seules forces invisible du marché. Et une telle vision simpliste de la communication et de l'organisation entre les hommes tourne le dos aux acquis des nouvelles sciences physiques, sources de nouveaux repères : la nouvelle thermodynamique non linéaire et ses structures dissipatives d'écart à l'équilibre (Thom, Prigogine, Atlan). Il en est de même des acquis des sciences dites cognitives (cybernétique, neurosciences, psychosociologie, intelligence artificielle, épistémologie, biologie..).

L'expansion spéculative

Pour l'instant nous pouvons faire le constat d'une variante largement explorée par le système capitaliste occidental pour satisfaire son besoin d'expansion cumulative occidentale : une spéculation financière sans précédent dont nul ne sait où elle peut nous mener.

Sur les 1700 milliards de dollars de signes monétaires qui s'échangent par jour sur la planète, seulement 10 % correspondent à de réels échanges de biens et de services, constate Ricardo Petrella, ancien directeur du programme FAST de prospective européenne. La spéculation prend ainsi le relais de l'expansion.

3. La mutation technologique

Une troisième manière a été expérimentée pour retrouver les voies de l'accumulation. Elle a été occultée par les voies précédentes mais mérite notre attention : c'est la mutation technologique ou le changement de système technique. Nous l'avons déjà évoquée précédemment en parlant d'économie immatérielle et de relèvement du travail de production associé à la peine par la machine. Comme troisième processus de réponse à la crise de l'accumulation, elle mérite une attention plus importante que les deux précédentes parce qu'elle est plus de l'ordre de la rupture que de la continuité ; en réponse à

3. Philippe Seguin, En attendant l'emploi, Ed. du Seuil, 1996.

une crise, ce changement de système technique nous fait entrer en mutation. Car il nous recentre sur la question qui nous préoccupe directement : notre usage du temps. Contrairement aux autres biens, le temps est le seul bien qui soit vraiment rare car il est limité par la vie.

La mutation technologique,
un défi lancé à notre usage du temps

Cette mutation technologique peut être interprétée d'une certaine manière comme une autre manière de faire la guerre. Elle consiste à rendre obsolète les usines ou les outils de travail de l'adversaire parce que moins efficaces, et ceci sans avoir besoin de tuer les hommes. Une guerre propre en quelque sorte, qui au lieu de faire des morts physiques, préfère faire des «morts économiques» si les salariés ne peuvent pas se reconvertir. Dans un autre domaine pour illustrer cette première phase destructrice d'une mutation technologique, on pourrait donner l'image de l'effet inverse de celui d'une bombe à neutrons qui, on le sait, tue des hommes sans détruire ses usines.

Les sauts de la technique

Contrairement à ce que l'on croit communément, le progrès technique est rarement un processus continu dans le temps : il est discontinu. Il s'effectue par bonds ou par paliers. Le progrès scientifique et technique dans les nouveaux matériaux profite à la recherche de nouvelles sources d'énergies et au développement de l'ordinateur, qui lui-même profite aux nouvelles biotechnologies, qui profitent, etc.

Les spécialistes parlent alors de changement de «système technique» et de nouvelles cohérences apparaissent.

Pour chacun d'entre nous, les premières perturbations d'un tel bouleversement en profondeur de société (voir celui du XII^e siècle avec le développement de l'imprimerie, celui du XIX^e siècle avec la machine à vapeur, l'électricité, le moteur à explosion) apparaissent en premier dans les modes d'organisation du travail et le contenu du travail.

Mais si nous relisons l'Histoire, nous savons combien une mutation technologique affecte nos sociétés dans leurs fondements, à l'image d'un tremblement de terre à effet différé sur plusieurs décennies.

Tel un bateau qui ne voit pas la nouvelle lame déferlante qui l'emporte, nos observateurs économiques, attachés aux perturbations appréciées sur le court terme (conjoncture, bourse), ne voient rien venir.

Alors qu'ils pronostiquent turbulences et tempêtes, ils ne voient pas que nous changeons de climat. Alors que l'idée de crise sous-entend celle d'un retour à la norme ancienne (traduit dans les discours politiques par les fameuses promesses de « sortie prochaine du tunnel »), l'idée de mutation traduit un changement de la norme (un nouveau contrat social ?). La crise cache la mutation.

Le centre de prospective et d'évaluation du ministère de la Recherche parle d'un changement du rapport de l'Homme à la matière, au temps, à l'énergie, au vivant, et à la nature. Les pouvoirs se déplacent. Mais plus fondamentalement c'est la question du lien social, de ce qui fait cohésion entre chacun et l'ensemble, et la question du sens (des valeurs que nous voulons défendre) qui se trouvent posées. C'est un nouveau défi que nos sociétés se lancent à elles-mêmes pour le meilleur et pour le pire. Un changement dans la manière de voir le monde et de se voir comme faisant partie de ce monde ?

Quand une mutation technologique rime avec une mondialisation des échanges et donc un déplacement des enjeux de pouvoir, l'effet de choc est encore plus considérable.

Nous sommes depuis longtemps habitués à une société qui change, une société qui se transforme dans ses fondements, nous plonge dans un profond désarroi.

La tentation est alors grande de traduire notre sentiment d'impuissance à interpréter le réel et à agir sur lui par un repli régressif et sans discernement sur de vieilles recettes identitaires liées au sang, au sol et au sens : tribalisme, clanisme, corporatisme, nationalisme, religion dogmatique, individualisme.

Pour l'instant nous avons tenté de réagir à cet « effet de choc » que constitue une mutation technologique – qui nous fait quitter une société centrée sur la maîtrise de la matière et de l'énergie et entrer dans une société centrée sur l'information et les services – en utilisant nos anciens repères et anciens modes de régulations économiques.

4. Philippe Seguin, En attendant l'emploi, op. cit.

Le travail devenu marchandise

Ainsi nous adhérons facilement à cette idée simpliste que pour créer de l'emploi, il n'y a qu'à baisser le coût des salaires des services (donc le coût du temps) à une valeur proche de zéro. Le coût d'un CES ne remplace-t-il pas celui d'une personne au SMIC ? Comme la majorité des actifs travaillent dans les services, c'est le retour à la société féodale où 80 % de pauvres deviennent les serviteurs de 20 % de riches.

Comme nous avons réduit la notion de travail à la notion de simple marchandise, ou de « ressource » (on dit ressource humaine dans les entreprises) et comme nous avons codifié, normalisé cette marchandise pour la rendre interchangeable, mobile à souhait, il n'est pas étonnant qu'étant devenue surabondante, elle ne vaille plus rien.

En bonne logique de marché, sur le marché du travail, le travail disponible en abondance ne vaut plus rien !

« Contre du travail, t'as plus rien », disent les jeunes.

Si dans les années 30, les sacs de café surabondants par rapport à la demande solvable étaient brûlés dans les locomotives à vapeur, prenons garde qu'aujourd'hui le travail surabondant ne soit brûlé dans d'autres types de locomotives : les entreprises !

Cette métaphore n'est pas excessive, si l'on considère l'insistance avec laquelle le politique, à coups de subventions, supplie les chefs d'entreprises d'« occuper des travailleurs ». Ce que certains managers appellent l'« effet d'aubaine », ou de substitution, ne consiste-t-il pas à remplacer des emplois de salariés normaux par des emplois de travailleurs subventionnés ? Les 3,5 milliards de francs de dépenses engagées par l'État en exonération de cotisations patronales auraient abouti, selon Philippe Seguin³, à la création de 13 000 à 20 000 emplois, soit un coût de 180 000 F à 275 000 F par emploi, le salaire d'un cadre !

Nous aurions pu prendre d'autres exemples que le travail pour montrer ces inversions incessantes des finalités et des moyens qui tournent à l'absurde. Le livre de Viviane Forester, *L'horreur économique*, doit son succès à ce genre d'exercice qui parle à chacun dans sa vie de tous les jours.

Utile dans la pénurie, le marché à lui tout seul devient, devant une promesse d'abondance, la cause d'une catas-

5. Une croissance des accidents de la route, de l'insécurité, des catastrophes écologiques, des maladies et dépressions en tout genre... accroissent aussi le PIB qui a de moins en moins à voir avec le bonheur intérieur brut.

6. Chiffres du CERC, Centre d'étude des revenus et des coûts et

trophe économique et sociale. Qu'il s'agisse d'insécurité, de maladie, de pollution, de réponse à la solitude, il y a bien une nouvelle logique de la croissance économique qui s'alimente par le traitement de ses propres dégâts. Le marché, réponse à la pénurie, ne peut survivre à la fin de celle-ci. Tout se passe comme si pour survivre, il devait artificiellement recréer la pénurie !

Le deuil, ou le « faire comme si...

L'écart qui s'accroît entre la réalité des faits concernant la dégradation d'un « mieux vivre ensemble » (exclusion) et nos outils économiques – qui autrefois nous servaient à agir sur ce « vivre mieux » – créent des attitudes que les psychologues ou médecins habitués à accompagner des mourants connaissent bien.

Tout se passe comme si ce décalage entre nos certitudes sur les effets vertueux de la croissance économique et la réalité quotidienne observée provoquait l'effet d'un deuil. Deuil de modes de pensée, de certitudes qui pendant un temps nous avaient donné l'impression d'une certaine maîtrise sur le réel.

« La difficulté n'est pas de comprendre les idées nouvelles, mais d'échapper aux idées anciennes qui ont poussé leurs ramifications dans tous les recoins de l'esprit des personnes qui ont reçu la même formation », disait l'économiste visionnaire John Keynes (Essays in persuasion). En 1936, il prédisait déjà que nous travaillerions trente heures par semaine sinon moins à la fin du siècle. À l'époque on ne parlait pas encore de pensée unique !

« La première étape du deuil avant le long chemin qui conduit à l'acceptation est le déni », nous dit Elisabeth Kubler Ross, médecin, familière de l'accompagnement des mourants. « Sans cette étape, un nouveau regard sur le réel n'est pas possible. »

Le déni, c'est nier la réalité. Dès lors se développe le discours du « comme si » :

* Faire « comme si » le développement-croissance était généralisable et illimité, et la non-croissance une crise passagère...

* Faire comme si la rationalité économique était universelle...

* Faire comme si les États étaient souverains et les promesses électorales sérieuses...

7. J.-P. Fitoussi, Le débat interdit, Ed. Opéra, 1995.

* Faire comme si la dette internationale pouvait être remboursée...

* Faire comme si le rattrapage des pays pauvres était possible...

* Faire comme si le malheur d'aujourd'hui préparait le bonheur de demain...

* Faire comme si le chômage était une mauvaise adéquation entre offre et demande...

* Faire comme si le virtuel pouvait triompher du réel...

Il s'agit de faire... même si les solutions présentées ne font qu'aggraver globalement les problèmes qu'ils sont censés résoudre.

Agir sur les symptômes suffit parfois à légitimer l'action, comme dans cette histoire de chirurgien envoyant un fax de condoléances : « l'opération a réussi, mais le malade est décédé ». Peu importe, du moment que l'on a agi ! Au risque de faire dire aux chiffres de variation mensuelle de l'emploi et du chômage ce que l'on souhaite, il faut faire au moins quelque chose... pour faire croire que l'on croit au dogme du marché et de la rationalité calculatrice.

Les décisions de suppression de postes dans le secteur non marchand, prises à l'époque du gouvernement Juppé, sont significatives ; le président de l'Assemblée nationale, Philippe Seguin, affirmait alors haut et fort que « si de 1975 à 1994 en France le secteur marchand avait perdu 350 000 postes, c'est au secteur non marchand que l'on doit, avec près de 1 400 000 postes supplémentaires, toute la création nette d'emplois pendant la même période⁴ ».

Pourtant, tout le monde sait bien qu'il faut une approche radicalement nouvelle face au décrochage entre le progrès économique et l'emploi, au décrochage entre le quantitatif et le qualitatif. Le plus n'entraîne plus nécessairement le mieux...

Se pose alors la nécessité d'explorer d'autres types d'échange que le marché, d'envisager un autre rôle du travail dans la société. Ce sera un des enjeux du temps choisi.

Le prix d'un non-choix

« Chaque génération se croit vouée à refaire le monde. La mienne sait pourtant qu'elle ne le refera pas ; mais sa tâche est peut-être

plus grande. Elle consiste à empêcher que le monde se défasse. »
(Albert Camus, 1957)

Le choc d'une mutation technologique amorcée dans les années 70 nous remet devant la question évoquée dans notre introduction : « travailler pour vivre ou vivre pour travailler ? », et devant le choix politique fondamental : « travailler moins et mieux, pour travailler tous ». Parce que dans cette nouvelle période caractérisée par une faible croissance européenne (en dessous de 3 %), nous avons préféré ne pas choisir – ou choisir la continuité – dans les douze pays de la CEE ; le chômage officiel total passe de 2,4 millions de personnes en 1970 à 18,5 millions en 1995 et 50 millions d'Européens vivent en dessous du seuil de pauvreté. Se met alors en place un effet en chaîne récessif : le chômage et l'exclusion alimentent la dépense de l'État tout en amputant les recettes. Au moment où l'on a le plus besoin d'État pour rétablir les grands équilibres, celui-ci voit ses moyens se restreindre.

En France le chômage passe de 0,317 millions en 1970 à 3,4 millions en 1995. Ce dernier chiffre ne comprend pas les 949 000 RMistes, les contrats emplois solidarité, et toutes les autres catégories d'exclus, non enregistrés dans les chiffres officiels du chômage (environ un million de personnes). Soit un ensemble de cinq millions de personnes actives privées d'emploi d'après les sources ANPE, DARES, Le Monde diplomatique, mai 1997.

Entre 1970 et 1994, alors que le PIB (produit intérieur brut) en Europe (et en France) augmente de 75 %, le chômage lui a été multiplié par sept !

Pour satisfaire à la religion du produit intérieur brut (mesure de la croissance) glorifiée par les experts – ce nouveau clergé –, nous avons préféré sacrifier la cohésion

sociale. Car ce PIB, nous ne savons même plus ce qu'il mesure entre le « plus » et le « mieux », le quantitatif et le qualitatif⁵. Au partage du bien le plus précieux : « le temps » – chacune de nos vies est faite d'un temps limité – nous avons préféré la croissance de biens que l'économie de marché, de moins en moins régulée, sait de moins en moins redistribuer.

La spécificité française

« Ce n'est pas parce que les choses sont difficiles que nous n'osons pas, c'est parce que nous n'osons pas qu'elles sont difficiles. »

Plus encore que les autres pays européens, la France a fait les frais de ce « non-choix » par un chômage aggravé du fait d'une classe de jeunes plus nombreuse entrant dans la vie active, et par trois millions de femmes désireuses, pour obtenir un revenu et une reconnaissance sociale, de rentrer dans le marché de l'emploi salarié. Alors que dans la même période nous perdions, nous l'avons vu, un volume de 10 % d'heures travaillées par le simple jeu du différentiel croissance/productivité du travail, nous n'avons réduit que d'une heure la durée de travail effective en passant de 40 heures à 39 heures⁶.

De nombreuses voix n'ont pas manqué de s'insurger dès 1980 contre ce « non-choix » entre partage du temps et croissance, jusqu'à celle de Michel Albert, ancien commissaire au plan, président des AGF, parlant dans son livre sur le chômage de : « consensus inavoué et inavouable, d'hypocrisie collective ». Il a fallu attendre, quinze ans plus tard, le livre de l'économiste américain Jérémie Rifkin, *La fin du travail*, pour prendre au sérieux de tels avertissements.

L'enfermement dans la guerre économique au profit des plus riches

« La question centrale du monde contemporain est devenue la reconstruction d'une alternative à un capitalisme financier

mondial, qui faute de régulation et de contre-pouvoir, est emporté dans sa logique guerrière et spéculative», explique Patrick Viveret, directeur de l'Observatoire de la décision publique.

L'arme de guerre utilisée, la même pour tous, est appelée par les économistes : « la désinflation compétitive ».

Elle consiste à se refiler de région à région, de pays à pays, le « mistigri du chômage », en réduisant le pouvoir d'achat sur les biens de consommation courante (protectionnisme) sous prétexte de lutter contre l'inflation qui fait fondre le capital. Ainsi les salaires des 10 % de travailleurs les moins payés ont baissé en vingt ans de 30 % en terme réel aux USA ! Il s'agit toujours d'exporter ses chômeurs chez les autres. Par une curieuse inversion du sens, les hommes sont devenus une charge pour l'économie, comme l'exprime bien la comptabilité. Font exception les nouveaux guerriers : les hommes porteurs de capitaux, ou d'informations utiles à la guerre : les hommes d'affaires ou les touristes rentiers et dépensiers.

Les taux d'intérêts élevés, conséquence de telles politiques (de désinflation compétitive), font le bonheur des rentiers du capital, en France cinq fois moins fiscalisés que le travail : quand 100 F de salaire rapportent 50 F de charge fiscale, 100 F de capital n'en rapportent que 10. Faute d'une politique d'ensemble, chaque politique locale développe des trésors d'ingéniosité pour séduire et attirer le capital à l'instar de la région voisine, et déplacer ainsi les emplois à son avantage. Quand tout joue en faveur du capital, la substitution travail-capital – relève de l'homme par la machine de plus en plus intelligente – s'en trouve accélérée.

Pour Jean-Paul Fitoussi, président de l'Observatoire des conjonctures économiques et professeur à l'Institut d'études politiques de Paris, « c'est comme si ces revenus non salariaux (ceux du capital) s'étaient partagés les salaires des chômeurs et avaient perçu, à la place des salariés, les augmentations de salaires auxquelles ceux-ci renonçaient, au nom de la désinflation compétitive »⁷.

Ainsi l'écart s'est accru entre les revenus des ménages des dix pour cent les plus riches et des dix pour cent les plus pauvres (appelés déciles). Il n'a d'ailleurs jamais été aussi élevé : il est d'un rapport de 1 à 21 pour la France (plus élevé qu'en Allemagne) et de 1 à 40 aux USA où 1 % des per-

sonnes les plus fortunées contrôlent 40 % des richesses (Centre d'étude et recherche sur les coûts). S'il s'agit de la possession du patrimoine brut (hors endettement), l'écart en France est encore plus élevé que pour le revenu : il est de 1 à 75 entre le premier et le dixième décile. Ainsi les 10 % des ménages français les plus riches détiennent 50 % du patrimoine et 28 % des revenus (Le Monde, 2 mars 1996, d'après données sociales 1996, Insee).

II

LE TEMPS CHOISI, UNE STRATÉGIE DE SORTIE DE GUERRE ÉCONOMIQUE

« Notre Everest, c'est de sortir de la société du travail
tel que nous l'avons vécu jusqu'à présent. »
(André Gorz)

Face à la crise la plus grave que l'Europe connaisse depuis celle des années 30 (le pourcentage d'exclus de la vie économique y est actuellement plus important), explorons l'idée du temps choisi.

Cette idée pose de façon nouvelle la question de l'équation de la productivité du travail qui introduit ce livre : choisir toujours plus de croissance quantitative et/ou réduire le temps de travail ?

Mais cette fois nous sommes au pied du mur : la réduction du temps de travail paraît incontournable. L'hypothèse optimiste d'une croissance globale de 4 % par an pendant cinquante ans n'absorberait que 40 % des chômeurs (2 % par an). Et qui oserait croire à une multiplication par sept du Produit intérieur brut, conséquence mathématique de cette croissance, sans se préparer à de graves déconvenues ?

Sans parler du doute grandissant sur la pertinence de l'indicateur « croissance du PIB » pour nous parler de qualité de relations sociales, d'éducation, de cadre de vie, d'habitat, de convivialité.. les discours incantatoires de retour au paradis perdu de la croissance ne convainquent d'ailleurs plus grand monde. L'ensemble de la population sait que tous les diri-

geants qui avaient affirmé faire de la lutte contre le chômage « par la croissance » leur première priorité n'ont réussi qu'à l'augmenter. Valéry Giscard d'Estaing, Pierre Mauroy, Pierre Bérégovoy... n'ont-ils pas eu chacun, pendant leur passage aux affaires, une croissance du chômage de l'ordre du million !

La tendance actuelle n'exprimant pas une inversion, les « non-votes » ou votes de sanction (balancier) témoignent, par leur ampleur, du désaveu d'une population à l'égard d'une élite politique incapable d'apporter des réponses à la hauteur du problème posé.

Si la réduction-partage du travail met tant de temps à séduire les hommes politiques de quelque bord qu'ils soient, c'est qu'une telle idée, au-delà de sa dimension technique, a un contenu profondément culturel : la manière de concevoir la participation de chacun à la société.

Ceux pour qui ces quinze dernières années se sont concrétisées par un accroissement de leur temps de travail, voient avec perplexité l'idée de la réduction-partage de leur temps à travailler. Au nom de l'idée d'égalité, ils seraient plus prompts à applaudir une action volontariste de l'État visant à rendre obligatoire le travail à temps plein pour tous quel qu'en soit son contenu et son sens. Verrions-nous alors le retour des Ateliers nationaux du travail dont notre Histoire garde de tristes souvenirs ?

Quand le travail agit à la façon d'une drogue, le temps libre apparaît alors comme le temps intolérable du vide : le temps où l'on se retrouve face à soi-même et aux situations personnelles impliquantes qu'on a préféré fuir.

Et si le temps vide du temps libéré par la machine devenait un temps fertile ouvert à la création ? Et si le passage du temps subi du travail au temps choisi était l'occasion d'une nouvelle alchimie d'apprentissage d'un nouveau rapport à la vie ?

Dans l'esprit de ceux pour qui ces quinze dernières années ont été celles de la recherche du travail, allant de précarité en précarité, le temps libre est rarement synonyme de liberté. Il est majoritairement vécu comme un temps libre subi à l'écart du rythme de vie de ses proches. Il n'est pas un temps libre

choisi. S'il est de l'ordre de la survie, par exemple travailler au noir (qui peut vivre décentement et aisément, seul, avec le RMI dans une grande ville ?), il oblige alors à vivre caché. Si le temps libre est transformé en activités épanouissantes, il vaut mieux ne pas s'en vanter autour de soi auprès de ceux qui vivent pour travailler ! Malheur à celui qui ne démontre pas son ardeur incessante à chercher du travail. Si dans la guerre militaire, on honore les blessés, dans la guerre économique on les humilie en les harcelant à multiplier les démarches vaines !

Dans tous les cas ni ceux qui vivent pour travailler, ni ceux qui galèrent dans l'espoir de retravailler, ne sont contents de leur situation. Chacun envie l'autre sans le comprendre. Mais pour les avoir vécues alternativement et personnellement toutes les deux, je peux dire qu'aucune de ces deux situations n'est enviable. Quand une logique tourne à l'absurde, alors peut naître une nouvelle logique : pourquoi pas celle du temps choisi, qui a le mérite d'être une réponse réactive à une situation d'urgence ?

Partager son temps de travail avec un chômeur – même sur une durée limitée – c'est lui permettre de satisfaire son premier désir de retour à la norme (« être comme tout le monde »). Cette étape de stabilité relative est paradoxalement nécessaire, car il faut un minimum de retour, de « reconnaissance des autres », pour déclencher un nouveau processus de reconnaissance de soi-même. Alors peut être affirmée positivement sa différence. Qu'est-ce qui, mieux qu'un travail existant, reconnu comme un « vrai » travail par l'entourage du chômeur, peut opérer une telle alchimie de retour de confiance en soi, et permettre ensuite de s'ouvrir aux risques de l'innovation ? Et pourquoi devrait-on réserver aux seuls exclus du travail le soin d'innover en matière d'organisation sociale ?

L'idée du temps choisi a par ailleurs le mérite de proposer une réponse projective ou anticipatrice.

Partager le temps, c'est une autre manière de partager une richesse croissante, que le « tout échange régulé par le marché » sait de moins en moins équitablement redistribuer.

La mutation technologique nous projette dans une nouvelle étape de société, en nous faisant franchir un nouveau seuil de complexité. Le temps choisi peut y jouer un rôle déterminant

8. Rarement de refus systématique, excepté de la part des services de l'État.

– d'« attracteur étrange » diraient les cybernéticiens – si nous souhaitons négocier le passage à une société informationnelle, créationnelle et de services sans y brader l'idée de démocratie. Et ceci parce que le temps choisi permet à chacun d'être un acteur de cette mutation et non un spectateur consommateur, exclu ou assisté. Il n'est en effet pas excessif de penser que le temps choisi, nous le verrons, pourrait jouer par rapport au développement des services, un rôle analogue à celui joué par le revenu dans la croissance des biens de consommation.

Partager le temps c'est partager la vie. Cette idée mérite quelque attention de la part de chacun, au-delà de ses préoccupations quotidiennes. Car une idée ne devient « politique » que lorsqu'elle est présente dans le corps social.

Nous souhaitons donc la mettre en débat, et pour cela, après en avoir abordé le « pourquoi », nous souhaitons en venir au « comment ».

Qu'est-ce que le temps choisi ?

« Toutes les grandes transformations ont été impensables avant qu'elles soient produites, estime Edgar Morin. Tout ce qui est advenu d'heureux dans l'Histoire, a toujours été a priori improbable. »

Mieux que tout essai de définition préalable, une expérimentation que j'ai pu mener grâce au soutien compétent et actif d'une équipe de bons amis en Rhône-Alpes, tous issus d'horizons socioprofessionnels différents, permet de défricher la question en entrant directement dans le concret.

« Arracher » les conditions propices à une telle expérimentation à un environnement institutionnel méfiant à l'égard de toute innovation d'organisation n'a pas été une mince affaire : il n'a fallu pas moins de deux cents rencontres préalables à toute négociation. Malgré ces difficultés que nous ne détaillerons pas, nous pensions utile de mettre en perspective cette première expérience, initiée par un groupe de citoyens, réunis ni en syndicat, ni dans le cadre d'un parti, mais en une association loi de 1901 intitulée « université citoyenne du temps choisi ». Cette expérimentation évaluée dans ses multiples dimensions économiques, sociales, culturelles, ne demande qu'à se démultiplier, à évoluer, à se transformer comme tout processus lié à la vie.

Quelques exemples permettent d'illustrer ce que l'université citoyenne a aidé à réaliser. Gilles, d'abord, 30 ans, directeur d'une radio associative à Lyon, permet l'embauche d'une chômeuse à mi-temps : Muriel, 27 ans, pour le remplacer pendant son mi-temps choisi. L'université citoyenne du temps choisi a accepté son projet de temps choisi qui est de se consacrer au développement de la revue « Diagonale Est/Ouest » qu'il a créée il y a deux ans avec des journalistes bénévoles, maintenant traduite, en sept langues. Il devient donc le premier salarié à mi-temps, et ce pendant un an, renouvelable un an, de l'université citoyenne du temps choisi. Avec l'aide d'une personne ressource de son choix appelée « accompagnateur », il développe dans le cadre de l'université citoyenne son projet de temps choisi et touche pour cela un chèque de temps choisi de 50 000 F brut par an (soit 3 500 F net/mois).

Anne-Marie, 32 ans, secrétaire de direction à Valence (Drôme), permet elle aussi l'embauche d'un chômeur à mi-temps. Son projet de mi-temps choisi est de développer un rucher école en partenariat avec une ferme pédagogique pour enfants et un sentier botanique de plantes mellifères proche de son lieu d'habitation. L'université citoyenne du temps choisi a accepté son projet pédagogique qui s'appuie sur sa passion des abeilles, et la salarie à mi-temps avec un chèque de 50 000 F brut par an.

Le projet de Jacqueline, 40 ans, chargée de communication dans un cabinet d'avocats est d'aider des enfants malades des hôpitaux à réaliser leur rêve. Ce choix de temps choisi s'inscrit dans l'histoire de Jacqueline qui dix ans auparavant a perdu un enfant. Le support du dialogue avec les enfants hospitalisés est le jeu. La première destination de voyage désiré fut le Futuroscope. Quel plus beau rêve que d'aider à l'expression du rêve quand la souffrance et la maladie sapent l'espérance !

Le rêve de Guillaume, technicien chez Rhône-Poulenc, était de mettre sa péniche aménagée à disposition de l'association nationale des chèques vacances. La Compagnie générale des eaux a soutenu son projet de temps choisi en subventionnant son aménagement de deux gîtes fluviaux en lui décernant un prix de 100 000 F.

Celui de Françoise est de créer un jardin associatif : « les potagers du Garon ». Celui de Geneviève, infirmière, est de

créer une crèche parentale. Celui de Jean-Paul, technicien dans une grande entreprise, est de mettre ses capacités pédagogiques au service du réseau des « fermes écoles » de l'Isère, en partenariat avec les services de la Jeunesse et des Sports et l'« accueil paysan ».

Celui d'André, salarié agricole à mi-temps et agriculteur dans le Beaujolais, est de laisser son mi-temps salarié à un autre pour améliorer et développer avec un groupe d'agriculteurs une technique de culture de la vigne enherbée sans désherbants.

Trois points communs aux volontaires du temps choisi

1. Le premier point commun à tous ces volontaires pour le temps choisi est l'obtention d'un chèque de temps choisi, le même pour tous, de 3 500 F net par mois pendant deux ans, correspondant à l'économie réalisée par la collectivité sur le coût d'un demi-chômeur.

Ce coût évalué à 120 000 F divisés par deux, soit 60 000 F (chiffres du ministère de l'Intérieur) a été négocié, dans le cadre de notre expérimentation, à 50 000 F toutes charges comprises. Financé à titre expérimental à 45 % par l'Union européenne – le premier partenaire convaincu de l'intérêt de l'expérience ! – et le reste pour moitié par les élus régionaux (Conseil régional Rhône-Alpes) et pour moitié par l'État (directions du Travail). Le sens d'une telle expérience ne peut se concevoir à l'avenir que par un transfert d'argent du chômage en chèque du temps choisi.

En effet, l'argent du chômage participe du pouvoir d'achat ou de la demande globale solvable. Si la crise est moins tragique dans ses effets dépressifs que celle des années 30, c'est bien que les allocations de chômage participent de la consommation dont dépend le débouché et l'emploi des entreprises. Les charges des uns constituent le revenu des autres. Nous l'oublions trop souvent tant nous sommes habitués à interpréter le niveau macro-économique comme une simple addition des niveaux micro-économiques. C'est donc un raisonnement de bon sens que d'éviter un effondrement supplémentaire de cette demande solvable, en proposant un simple transfert de charge qui ne mette pas en danger les grands équilibres économiques et la compétitivité nationale.

C'est cette première marge de manœuvre financière, simple transfert de charge – de dépenses passives (allocations) en dépenses actives (salaires) – qui permet d'envi-

sager de façon pertinente une expérimentation du temps choisi au niveau des régions, sans créer de distorsion de concurrence. Sans attendre l'Europe, le temps choisi peut donc être une décision régionale immédiate si les partenaires sociaux et les politiques le décident. La région de Pérouge en Italie l'a compris en ayant pris le relais de l'expérimentation française.

2. Le deuxième point commun à ces volontaires du temps choisi est de pouvoir réaliser un projet qui part d'un désir ou d'une motivation personnelle, de devenir acteur de son projet qui dans la majorité des cas, sort du cadre de la création d'entreprise devant réaliser un profit. On est plutôt dans le registre de l'activité.

L'idée de projet est définie ici comme un processus d'ouverture dans lequel l'autre devient présent. On sort du registre du travail – moyen de gagner un salaire – tel qu'il peut être dicté par un employeur. On entre dans le registre de l'«œuvre», tel un défi que l'on se lance à soi-même pour donner vie à une idée sous la forme d'un projet dans un réseau ou un territoire.

Même si elle est issue d'une passion, l'idée de départ évolue en fonction des nouveaux partenaires que l'on est amené à rencontrer : toute idée est médiation avec un environnement. Nous avons donc imaginé un moment de rencontre, une fois par mois, entre tous les porteurs de projets de temps choisi proches géographiquement les uns des autres, pour faire le point à plusieurs de l'évolution de leur projet. Chaque porteur de projet choisit lui-même dans son entourage un accompagnateur bénévole susceptible, par son réseau de relation et de compétence, de lui apporter un regard extérieur distancié de l'évolution de son projet. En effet, on ne voit pas toujours bien les choses quand, passionné, on colle de trop près à la réalité.

Notre début d'expérience montre combien les projets les plus simples créant de nouveaux liens, sans enjeu de profit, favorisent l'épanouissement personnel et l'acquisition de connaissances. Ils sont communicatifs et mobilisateurs d'enthousiasme.

C'est pour cette raison que nous avons choisi de nommer notre association : «université citoyenne», pour signifier qu'un itinéraire de projet, si simple soit-il, peut s'assimiler à une démarche de connaissance de soi-même et des autres,

digne de l'origine étymologique grecque du mot « universitas ».

3. Le troisième point commun aux volontaires du temps choisi est qu'ils ont signé un contrat triangulaire entre eux-mêmes, leur employeur, l'université citoyenne du temps choisi :

a. Un contrat salarié-employeur : il s'agit d'un contrat portant sur les modalités du mi-temps de l'intéressé et son retour au bout de deux ans. Ce contrat est passé avec l'employeur qu'il a réussi à convaincre (avec l'aide du « tiers » que représente l'université du temps choisi). L'intérêt que peut avoir un employeur à autoriser pour un de ses salariés une telle expérience – toujours formatrice et dynamisante – est plus important qu'on ne le pense, malgré les perturbations d'organisation du travail que cela occasionne temporairement pour l'entreprise. Certains chefs d'entreprise peuvent transformer cette perturbation en avantage : rajeunissement progressif de la pyramide des âges dans l'entreprise sans perte de savoirs accumulés, résolution de conflits, etc.

Peut-on imaginer un label d'« entreprise citoyenne et solidaire » décerné aux entreprises qui acceptent une telle démarche ? L'enthousiasme qui a succédé à une première réaction d'étonnement⁸ chez les employeurs qui ont adhéré à notre démarche, nous invite à aller dans ce sens. La visibilité d'un tel label sur les produits vendus par les entreprises pourrait-elle attirer l'attention des consommateurs qui sont aussi des citoyens ? Le Credoc a montré que quatre français sur cinq étaient devenus sensibles au « made in France », alors pourquoi pas le label cité ci-dessus !

b. Un contrat salarié volontaire-université du temps choisi.

Un comité de suivi constitué d'une représentation (Élu-État-entreprise-université) agréé ces « idées projets », et le volontaire s'engage à participer aux évaluations mensuelles entre porteurs de projets. Nous les appelons des « cercles d'intelligence à plusieurs » qui fonctionnent comme des réseaux d'échanges réciproques des savoirs.

Dans un cadre particulier d'expérimentation, l'université du temps choisi en Rhône-Alpes a joué le rôle d'employeur à mi-temps pendant deux ans, payant ainsi toutes les charges sociales (rigidité des textes de loi oblige !). On pourrait espérer qu'à l'avenir le statut du temps choisi évoluant vers

un statut de formation continue, les universités du temps choisi, véritables écoles intergénérationnelles de projets et de solidarité locales, se recentrent exclusivement sur la rencontre et l'accompagnement des projets de temps choisi, leur vraie raison d'être.

c Un contrat entre l'employeur et l'université citoyenne du temps choisi.

Il apporte la preuve qu'un chômeur a bien été embauché à temps partiel sur un contrat à durée déterminé dans l'entreprise en raison du temps choisi. Cet emploi à temps partiel bénéficie de 30 % d'exonération de charges sociales (loi sur le temps partiel). Avec un mi-temps dans l'entreprise pendant deux ans, le chômeur à temps partiel se retrouve dans une situation dynamique beaucoup plus favorable pour se réorienter et rechercher un emploi.

Une idée d'avenir est que lui aussi puisse mener à mi-temps un projet de temps choisi associé d'un chèque de temps choisi s'il préfère cette situation à une recherche d'emploi à mi-temps. Beaucoup de chômeurs nous en ont fait la demande.

Ainsi l'idée du temps choisi sort de l'opposition temps de travail/temps de loisir. Elle combine un temps de travail réduit et un temps de l'œuvre centré sur les motivations et aspirations de chacun, déconnecté de l'idée de gagner toujours plus d'argent. Elle permet de passer d'une société du tout-emploi à une société de pleine activité pour tous.

Ce temps choisi permet de travailler moins, tout en étant adapté à chaque situation particulière. Il permet au plus grand nombre de contribuer à l'économiquement nécessaire et utile et à tous les volontaires du temps choisi d'enrichir leur existence en évitant de perdre leur vie à vouloir la gagner. Pourquoi attendre sa retraite pour donner réalité à une passion ?

Le bilan de l'expérimentation

Sur les dix chômeurs embauchés pour compenser le départ en temps choisi à mi-temps pendant deux ans, un seul a dû rechercher du travail qu'il a trouvé dans le mois qui a suivi la fin du contrat.

Les neuf autres chômeurs sont tous restés au sein de l'entreprise une fois l'expérimentation terminée. Soit parce que le volontaire pour le temps choisi a préféré continuer son projet de temps choisi se contentant d'un demi-salaire. Ce fut par exemple le cas de Françoise qui s'est investie à trois quarts de temps sur le jardin collectif (jardin de cocagne) en y dégagant un petit revenu d'appoint. Soit parce qu'une mobilisation et réorganisation intelligente entre les salariés dans l'entreprise a permis de garder le chômeur, en augmentant parfois même son mi-temps.

Malgré ce bilan positif, bien qu'expérimental et à petite échelle (nous avons demandé 40 chèques de temps choisi), la direction du Travail s'est désengagée, sans explication autre que : « nos crédits ne sont pas faits pour cela »... Ceci a créé une vive déception auprès des centaines de citoyens qui suivaient avec attention cette recherche-action. La riposte des médias (dont le journal Le Monde, Alain Lebaube) qui avaient suivi le projet avec un vif intérêt, s'est heurtée à un mur du silence d'autant plus incompréhensible que l'ancien président national de l'ANPE, Antoine Martin, avait accepté de devenir le président de l'université du temps choisi. La logique institutionnelle et politique est parfois insondable au regard d'une équipe de citoyens militants.

Souhaitons à ce jour que l'émission FR3 « Vent du Sud » réalisée à Toulouse en janvier 1997 sur le temps choisi avec des volontaires interrogés dans la rue, permette un rebondissement dans le Sud-Ouest en partenariat avec l'Italie.

Inscrire le temps choisi
dans une gamme de solutions plurielles

À la réduction du travail décidée d'en haut, il est nécessaire d'adjoindre une démarche volontaire et citoyenne qui parte des acteurs et des territoires. La gravité du chômage est telle que les réponses doivent être plurielles :

La réduction massive du temps de travail par le haut, telle que la loi Robien l'a courageusement amorcée en créant 8 000 emplois – mai 1997 –, et qui peut se continuer par la semaine de 35 heures ou « la semaine des quatre jours » – proposition P. Laroutourou de l'association « Nouvel équilibre » – nous permettent d'espérer la création de 1,5 millions d'emplois.

Les propositions de J. Nikonoff – association «Un travail pour chacun» – méritent également l'attention : 90 milliards de francs prélevés sur un « compte société » pour créer 3,9 millions d'emplois payés au SMIC grâce aux économies réalisées sur le chômage (calcul Caisse des dépôts et consignation).

Cette solution se distingue des précédentes en ce sens qu'au lieu de s'adresser directement aux chefs d'entreprise, elle incite les acteurs publics et privés d'un même territoire à se concerter et à rechercher des gisements d'activité faisant l'objet d'un consensus au plan local, sans se limiter au secteur marchand : amélioration de l'environnement, de la vie quotidienne et de l'éducation, de la vie culturelle, de la sécurité et la convivialité urbaine, développement micro-local, etc.

L'originalité de cette proposition est de mettre en place un mode de financement décentralisé de transfert des dépenses passives (allocations) en dépenses actives (salaires) – fonds paritaires pour le temps choisi et l'emploi – en permettant de « révéler » des besoins restés jusqu'ici dans l'ombre par manque de solvabilité sur un territoire.

Cette proposition, la plus ambitieuse connue jusqu'à présent, est très proche de notre expérimentation du temps choisi parce qu'elle permet de donner un revenu à des activités riches d'un lien et d'un sens définis localement, que la logique d'économie de marché soucieuse de rentabilité et de profit immédiat est incapable de révéler.

Entre une université du temps choisi réunissant localement des salariés volontaires pour le partage du travail et une concertation locale pour définir de nouveaux gisements d'activité qui font sens, il y a une forte proximité et une nette convergence.

La première démarche (temps choisi), la plus rapide à mettre en place, peut nourrir la montée en maturité de l'autre s'adressant directement aux chômeurs. L'une et l'autre peuvent converger vers de véritables « pactes sociaux pour l'emploi et le temps choisi » à l'échelle de chaque territoire.

À cette occasion les acteurs publics et privés locaux apprendraient à compter autrement pour créer, inventer de nouveaux « biens communs » en résonance avec les dynamiques de développement local. On sortirait de l'ambiguïté de cette compétition entre zones industrielles et/ou artisanales

pour la plupart désespérément vides, en attente d'un héros venu de l'extérieur pour y créer des emplois. On sortirait aussi de l'ambiguïté créée par les démarches d'insertion qui ne convainquent plus personne (insérer dans quoi ?), au-delà de la richesse de liens interpersonnels qui néanmoins peuvent s'y nouer. Sortir du « faire comme si », tel que nous l'avons évoqué précédemment, enrichirait la démocratie.

Ainsi, toutes les propositions de réduction-partage du travail décidées par le haut que nous avons citées, peuvent se compléter d'une réduction-partage du travail par le bas de manière volontaire et citoyenne, comme dans le cadre de notre expérimentation. C'est un million supplémentaire d'emplois partagés (hypothèse d'un salarié volontaire sur 24 prêt à s'engager à mi-temps sur deux ans) que l'on peut attendre à terme des « universités du temps choisi » à l'image du prototype que nous avons réalisé.

Comme dans tout processus du vivant une dialectique par le haut et par le bas peuvent créer un mouvement d'ensemble à la hauteur du problème posé. La réduction du temps de travail par le haut s'appliquant à tous a le mérite de réduire le stress et de jouer d'un « effet de masse » répondant à une situation d'urgence qui s'amplifie de jour en jour. La réduction du temps de travail par le bas de manière citoyenne, associée à une solidarité intergénérationnelle au sein d'un territoire ou bassin de vie, aura un effet culturel sur la longue durée en défrichant un temps social nouveau, reconnu, et nécessaire à l'invention d'une nouvelle cohésion sociale. Son effet sera en tache d'huile, de proche en proche.

En réactivant la dynamique d'une vie associative et culturelle malmenée par le chômage et le repli des dépenses publiques, cette démarche citoyenne permet de réintroduire du jeu dans les dynamiques et les itinéraires personnels de chacun pour le plus grand profit d'une convivialité de proximité, de la créativité des entreprises et de la société.

Parce que toutes ces démarches s'appuient principalement sur l'activation des dépenses passives en dépenses actives, elles ont des effets indirects positifs sur le déficit de la Sécurité sociale, sur le climat de manque de confiance et de démotivation des salariés, sur les difficultés du secteur du logement, sur les difficultés de l'école et des familles, sur la natalité, sur les difficultés financières des petites collectivités

locales, sur la déprime, la santé, la rage, la violence, la peur de l'autre notamment dans les banlieues. La liste des effets indirects récessifs pour la vie sociale que constitue le chômage est tellement longue qu'il serait prétentieux de vouloir en faire un inventaire !

Le temps choisi,
une réponse réactive à une situation d'urgence

Le rapport inclus-exclu,
un mal-être qui traverse chacun d'entre nous

Beaucoup de choses ont déjà été écrites sur ce paradoxe d'une société qui, en excluant de l'emploi classique un actif sur cinq, exige de ceux-ci qu'ils se « réinsèrent », le plus souvent en créant eux-mêmes leur propre emploi.

J'ai vécu moi-même ce paradoxe. Cela nécessite un tel degré d'engagement personnel de dynamisme et d'imagination (situation qui n'a rien à envier aux écoles les plus prestigieuses et coûteuses de management personnel !) qu'il n'est pas étonnant qu'un tel parcours du combattant, exceptionnel et toujours singulier, puisse se transformer avec le temps en galère, en désespérance puis en rupture. Il n'est nul besoin d'évoquer le cercle vicieux bien connu du repli et de l'enfermement-isolément quand le sentiment d'inutilité l'emporte : la mobilité diminue, et le temps se referme sur la journée rendant difficile toute idée de projet.

Le demandeur d'emploi, exclu de la valeur dominante du travail, n'a pas, comme le chef d'entreprise, d'ennemi identifié à combattre pour se ressourcer. Il ne peut se battre que contre lui-même, défi combien plus redoutable que celui du chef d'entreprise en prise avec des concurrents identifiés pour gagner des « parts de marché ».

La difficulté se double quand le chômeur, perçu comme un exclu par le regard des autres et des institutions censées « traiter » son cas, voit son rapport avec les « inclus », même proches, changer de nature : il représente une menace pour les fragiles certitudes de l'inclus. Il ébranle la fausse solidité

de celui qui se croit installé dans le camp des gagnants temporaires, surtout si, comme cela arrive de plus en plus souvent, le curriculum vitae de l'exclu se révèle d'une valeur supérieure à celui de l'inclus à qui il s'adresse pour solliciter son appui.

L'inclus dans l'emploi fuit alors l'exclu pour se cacher à lui-même sa propre fragilité (ou égocentrisme), sa peur de coopérer à un jeu dont l'issue est incertaine. Le malaise est encore plus grand si le rapport inclus-exclu se double de celui de parent-enfant au sein de la famille-providence.

Sortir du simulacre

Le report du mal-être collectif « inclus-exclus » sur des institutions spécialisées dans le « traitement social du chômage » (le vocabulaire est significatif !), constituées de professionnels de l'insertion, ne fait que déplacer le problème.

Le « fais semblant de t'insérer, pour que je puisse faire semblant de justifier mon boulot d'inséreur » résume à lui seul le mal-être inclus-exclu vécu de part et d'autre, témoin du non-dit collectif ou simulacre de la société tout entière sur un problème qu'elle ne sait pas résoudre. Tout se passe comme si la vertu des chiffres statistiques qu'il est toujours aisé de manipuler (par exemple le nombre de contrats signés, etc.), servaient à eux seuls de preuve d'efficacité de l'insertion.

En fait, tout se passe comme dans l'inondation provoquée par une baignoire : tout le monde se précipite sur les serpillières, mais personne ne songe à fermer le robinet... ce qui amplifie l'exclusion ! Agir sur les effets évite de considérer les causes.

En somme, les exclus et souvent leur proche famille quand ils en ont encore – le transfert de solidarité intergénérationnelle qui ne pourra durer longtemps a été évalué par le Credoc à 113 milliards de francs – portent seuls le poids d'une crise qui les dépasse. Ils paient le prix fort la crise du sens des « inclus », qui se réfugient dans la seule valeur qui leur reste, comme le dit H. Arendt : le travail.

C'est pour cette raison que la recherche de solution au problème de l'exclusion doit d'abord partir des inclus dans le travail : c'est l'idée du temps choisi.

Beaucoup d'entreprises contactées et d'élus de toutes tendances ont trouvé intéressant que l'initiative de l'expérimen-

9. Cf. l'ouvrage, Territoires en prospective, quel nouveau contrat ville-campagne ? ,

tation « université du temps choisi » parte de la société civile : d'un ensemble de citoyens d'origines socioprofessionnelles les plus diverses, sans autre appartenance commune que la passion du temps choisi comme vecteur de transformation individuelle et collective. Par contre l'accueil a été plus réservé – quand il n'a pas été explicitement hostile – de la part des institutions ou directions du Travail. « Un contrat emploi solidarité, cela coûte moins cher qu'un chèque du temps choisi » avons-nous entendu à plusieurs reprises !

À titre de comparaison, le Bilan du Monde 1997 évalue à environ 130 000 F par emploi le coût d'un emploi créé dans le cadre de la loi Robien.

Faire du temps choisi une idée politique

Pourtant, l'idée du temps choisi ne pourra se propager qu'avec la coopération des entreprises et du politique. Il faudra se rendre à l'évidence qu'à partir du moment où les richesses ne sont plus produites principalement par le travail, le revenu ne peut plus être constitué exclusivement par le salaire mais par un mécanisme redistributif des richesses produites sans travail.

Mais pour qu'une idée devienne politique (au sens noble du terme : les affaires de la cité), il faut qu'elle imprègne le corps social par un aller et retour entre l'expérimentation/recherche-action et le débat public.

Des intellectuels de renom de toutes sensibilités et de toutes disciplines (économistes, sociologues, philosophes, biologistes) ont accepté de participer à ce débat dialectique entre l'expérimentation et la conceptualisation, le local et le global, en participant à un comité de parrainage de l'université du temps choisi.

Expérimenter, évaluer, démultiplier pour créer le débat

Une enquête effectuée par le Credoc constatait en 1993 qu'un Français sur deux préférerait une croissance de son revenu à une croissance du temps libre.

Les heures supplémentaires effectuées (sans compter les cumuls retraite et emplois dans la fonction publique) ne totalisent-elles pas à elles seules un million d'emplois ?

Le chemin est encore long à parcourir pour réinterpeller le contenu que nous avons donné à l'emploi salarié dans ce court instant de l'Histoire qu'est la société industrielle. Mais,

10. Chiffres de 1990 ramenés en franc de 1993 – Centre d'étude et recherche sur les coûts du ministère de l'Intérieur – J. Vassileff, L'ère du

heureusement, 20 à 30 % des salariés à plein temps se disent prêts à réduire leur temps de travail (et leur revenu) dès lors que cela s'intégrerait dans un parcours professionnel qui ne les pénaliserait pas.

C'est donc avec eux et les entreprises qui les emploient qu'il faut commencer. D'autant qu'un chèque de temps choisi de 3 500 F net par mois (qui devrait être de 4 500 F par mois si le calcul du transfert avait été plus justement calculé) ne réduit le salaire que pour ceux des candidats au temps choisi dont le net dépasse 7 000 F par mois. C'est dans ces niveaux de salaire que l'effet « partage du travail » revêt la plus grande urgence étant donné le nombre de demandeurs d'emplois concernés.

Sortir de l'expérimentation

Il reste aux partenaires sociaux qui ont le contrôle de l'Unedic (allocations de chômage) à accepter le transfert de charge d'argent du chômage en « chèques de temps choisi » correspondant au nombre d'emplois créés grâce à une démultiplication de l'expérimentation.

Donner une visibilité à ce transfert de charge au niveau d'un bassin de vie ou d'emploi, comme c'est le cas avec les associations créées par J. Nikonoff, en constituant comme nous l'avons déjà évoqué des « fonds paritaires décentralisés d'intervention pour l'emploi et le temps choisi », rassurerait sûrement les différents partenaires. Nous pourrions ainsi sortir de la spirale récessive constatée par chacun au niveau local, où le chômage produit le chômage.

Pour l'instant les premiers contacts n'ont guère éveillé l'enthousiasme, tant le choc culturel d'un nouveau rapport au travail intériorisé par chacun paraît considérable à envisager quand toutes les énergies se crispent sur la création d'emploi par la logique exclusive du marché.

Les mesures générales décidées d'en haut ont souvent l'inconvénient de ne pas prendre en compte les particularités et les spécificités locales et territoriales avec autant de souplesse que dans notre expérimentation du temps choisi s'appuyant sur de la concertation et le volontariat.

Elles ne disent rien non plus sur la nature du temps libéré.

Or, la peur du temps libre hors travail, sentiment que nous avons souvent entendu énoncer à demi-mot, n'est-elle pas un frein culturel au partage du travail ?

Pas plus qu'il n'est facile de se défaire de l'accoutumance à une drogue, il n'est pas aisé pour certains d'imaginer de moins travailler quand la notion de travail s'apparente à une fuite plutôt qu'à une idée d'œuvre en commun ou de création.

«Expérimentation citoyenne cherche
récupération politique, pas sérieux s'abstenir »

Pour l'homme politique, une telle initiative de la société civile en partenariat avec des entreprises citoyennes et les acteurs d'un territoire peut être une « opportunité à saisir » face à la situation « implosive » que constitue le passage d'une « société d'exploitation du travail » (dont les conflits avaient, malgré tout, le mérite de produire du sens) à une « société d'exclusion du travail » où la déprime, la rage, la haine, la violence sans objet détruisent toute idée de sens et de cohésion sociale. Ils ne devraient pas non plus rester indifférents aux effets positifs du développement du temps choisi sur l'aménagement du territoire.

Temps choisi et aménagement de l'espace

Nous pourrions attendre du temps choisi un étalement sur les territoires des lieux d'habitation grâce à une plus grande souplesse des horaires de travail au sein des ménages, et une réduction des engorgements d'entrée de ville en heure de pointe. Dans certains cas, en milieu rural, deux postes à mi-temps peuvent exister pour la même fonction (par exemple dans la fonction publique) grâce au temps choisi. Ceci peut constituer l'unique chance de maintenir une école de village, c'est-à-dire, tout simplement, d'y maintenir la vie.

Dans ma vie professionnelle j'organise des stages de formation d'agents de développement, où l'écoute non directive des habitants d'un territoire rural prend une place prépondérante pour réaliser des « exercices de prospective » ou scénarios, restitués à la population. « Maintenir la population en place, en accueillir d'autres » sont des thèmes récurrents pour maintenir au-delà des zones périurbaines la qualité des services et de la vie dans un milieu rural en pleine mutation. Dans ces enjeux la qualité de la vie relationnelle sur un bassin de vie est de plus en plus une composante déterminante de la qualité d'ensemble d'un territoire, de l'envie de s'y investir

et d'y accueillir de nouvelles populations pour maintenir un tissu économique, social, et culturel.

Des universités locales du temps choisi peuvent jouer dans ce sens un rôle de mise en relation de populations différentes, habitées de représentations différentes, que la disparition des lieux de parole traditionnels hors corporation professionnelle, n'assure plus. Plus encore qu'à la ville la neutralité (même toujours relative) d'un lieu de parole ayant le statut de « démarche de citoyenneté » à distance des conflits de pouvoir locaux, jouerait d'un rôle considérable pour construire de nouvelles représentations partagées, intégrant le passé et ouvertes sur le futur. Les « ateliers de prospective » qu'avec mon réseau nous avons pu mettre en place à la demande de communautés de communes depuis quelques années, en sont une préfiguration.

Enfin, même si les agriculteurs ne représentent plus que 20 % des habitants du milieu rural, ils y remplissent par leur activité des fonctions irremplaçables. Il n'est pas interdit d'imaginer une version du temps choisi adaptée aux agriculteurs gardiens de notre environnement par l'intermédiaire de groupements de base (Cuma, groupements d'employeurs, Civam, etc.). Si un chèque de temps choisi confié à une Cuma (coopérative d'utilisation en commun du matériel agricole) permet d'embaucher un jeune à mi-temps désireux de s'installer en agriculture, celui-ci pourra faire des économies en profitant du matériel de la Cuma dans son autre mi-temps d'installation sur une exploitation agricole. Il pourra ainsi bénéficier de précieux conseils des agriculteurs locaux de la Cuma qui l'aideront à s'installer progressivement sur des systèmes agraires (par exemple agriculture biologique respectueuse de l'environnement) moins exigeants en capitaux.

En échange du chèque du temps choisi versé à la Cuma pour l'embauche d'un mi-temps, celle-ci peut s'engager à libérer un mi-temps de ses adhérents pour un projet individuel et collectif utile au territoire. Avec le même chèque on fait d'une même pierre deux coups !

Le chantier-réseau des 150 agriculteurs animateurs de projets locaux (AAP), initié par les quatre cents associations Civam, centres d'initiatives en milieu rural, préfigure déjà ce que pourrait être le temps choisi pour cette profession agricole, grâce à des projets à la fois individuels et collectifs.

Nous sommes loin d'imaginer toutes les conséquences positives d'une réorganisation des temps sociaux que per-

mettrait le temps choisi sur l'avenir des territoires ruraux dans notre pays. À condition de savoir accompagner le mouvement en ne réduisant pas l'aménagement du territoire à un programme autoroutier ou de transport qui rapproche les villes et éloigne les villages.

Faut-il rappeler que ce sont d'abord les usages sociaux du temps qui conditionnent les usages de l'espace ?

Le poids du passé

En continuité avec la révolution productiviste des années 60 que les dernières politiques agricoles communes (PAC) ont su à peine freiner, le milieu agricole a déjà exporté ces vingt dernières années quatre millions de ses actifs vers les villes. Jusqu'où va-t-il poursuivre sa saignée démographique ?

Le milieu rural français (le périurbain mis à part) a réussi la performance d'atteindre la densité démographique la plus faible d'Europe (conséquence inverse de ses résultats à l'exportation ?). Comme chacun sait, la nature a horreur du vide. Par un curieux retour de balancier ce sont, avec les retraités, les jeunes exclus de la ville et du travail qui viennent aujourd'hui y rechercher un refuge, un toit bon marché et un lopin de terre en quête de survie, loin des quartiers riches des villes qui se ferment et se protègent de la pauvreté. L'agriculteur manager qui accumule les surfaces et donc les primes (la moitié du revenu agricole dépend de primes à l'hectare) y côtoie les jeunes néoruraux « pluriactifs » de plus en plus nombreux venus aménager une ruine en vivant du RMI et souvent créer une famille. De telles installations, extérieures au modèle défini par la profession, échappent évidemment à toute mesure d'aide.

En germe depuis quelques années, un tel processus d'« exode inversé » échappant aux mesures statistiques, semble s'amplifier. Et pose de nombreux problèmes, qui sont à la mesure de la dualisation croissante de la société.

Il se pourrait qu'une politique du temps choisi change les règles du jeu, à peine caricaturales, que nous venons de décrire. D'autant que sur le long terme, la qualité de l'espace associée à une qualité de vie, sera une richesse peut-être plus importante pour notre pays que son solde agricole positif à l'exportation !

11. Le Monde, 13 mars 1996.

Mais où trouver en milieu rural les forces politiques et sociales, imprégnées de vision prospective, capable d'engendrer une révolution culturelle silencieuse ? La révolution des comportements et des mentalités menée dans les années 60 par la jeunesse agricole catholique dans tous les villages pour engendrer la révolution agro-productiviste, trouvera-t-elle son équivalent – en méthode et non en contenu – à la campagne pour dépasser les enjeux d'une société de production ? Autrefois nécessaire, cette logique productiviste avec ses surplus, sa concentration du capital et du travail, crée désormais plus de problèmes qu'elle n'arrive à en résoudre (succession, environnement, santé, sécurité alimentaire), mais elle pèse de tout son poids dans les décisions politiques.

Comment anticiper, à la campagne comme à la ville, sur une société de type cognitif et participatif qui, sans renier les acquis scientifiques et technologiques, réorganise sa manière de produire et de redistribuer les richesses en même temps qu'elle réoriente qualitativement le contenu de ces richesses ? Bien davantage que de solutions techniques ou financières, il s'agit de nouveaux modes de pensées combinant autrement les hiérarchies entre les valeurs héritées du passé.

C'est de tels enjeux que dépend l'équilibre ville-campagne. Si la société globale est devenue de plus en plus citadine dans ses comportements, ses mentalités, l'emplacement de ses emplois salariés, l'invention d'un « tiers temps » que constitue le temps choisi peut-il recombinaison de nouvelles complémentarités ville-campagne pour un nouvel art de vivre de l'ensemble⁹ ?

Si la société industrielle, en privilégiant le temps, a ignoré l'espace (« le temps tue l'espace », disait Descartes), peut-on oser la métaphore de la « figure et de l'âme » pour caractériser la relation temps/espace, la relation ville/campagne, et montrer leur avenir indissociable ?

Les marges de manœuvre financières pour la réduction du temps de travail et la révolution du temps choisi

Si nous n'avons évoqué jusqu'à présent que le transfert de dépenses passives en dépenses actives pour financer la réduction du temps de travail et le temps choisi lors d'une première étape, d'autres marges de manœuvre bien plus

considérables méritent d'être évoquées. Car il est bien trop souvent entendu et admis qu'avec la mondialisation des marchés, la marge de manœuvre du politique est réduite à néant pour « peser » sur l'évolution du chômage, rejeté au rang de « mal nécessaire ».

Un exemple de volonté politique
ambitieuse de partage du travail venu d'ailleurs

L'exemple des 88 000 Danois qui, en 1993, ont opté pour le congé sabbatique, laissant ainsi temporairement leur place à autant de chômeurs, est venu d'une réponse citoyenne à la loi sur les « orlow » votée en 1992 par un gouvernement de centre-droit. Cette exemple de volonté politique ne devrait pas laisser indifférents ceux qui veulent construire une Europe sociale autant qu'économique.

Toute proportion démographique gardée, si 88 000 Danois ont su partager leur travail sous l'effet d'une loi, pourquoi un million de Français ne pourraient-ils pas en faire autant soit un salarié sur 24 en commençant par ceux de la fonction publique, dans l'Éducation nationale, par exemple !

La réalité française

Un simple resserrement de l'écart des revenus en France pourrait sans peine servir la dynamique et la paix sociale dont tout le monde a besoin. Le rapport Ducamin sur la fiscalité, rendu public par Alain Madelin, ministre des Finances en 1995, souligne l'injustice du système fiscal français. L'impôt sur le revenu, le plus juste car le plus redistributif, ne représente que 5,9 % du PIB en 1992, contre 11,7 % dans les pays de l'OCDE. Les exemples de l'Allemagne et des Pays-Bas montrent bien qu'un tel resserrement fiscal peut re-dynamiser l'économie.

Le revenu brut des ménages des dix pour cent des Français les plus riches (dixième décile), s'élève à 88 800 F par mois (à l'opposé des 4 150 F brut par mois pour le premier décile : les ménages des 10 % les plus pauvres). Ce dixième décile est de + 95 % plus élevé que le décile inférieur évalué à 45 600 F par mois.

En réduisant, par exemple par pression fiscale, le revenu des 10 % des Français les plus riches au niveau de 60 000 F par mois, il reste encore de + 32 % plus élevé que le décile

inférieur et dégage une somme disponible de 522 milliards de francs !¹⁰

Les calculs théoriques ont pour seul intérêt de situer les ordres de grandeur. Ils montrent qu'au-delà d'un transfert de charge d'argent du chômage de 50 milliards de francs pour un million de chèques de temps choisi (concernant un salarié sur 24) si le mouvement prend l'ampleur du orlow danois, le pouvoir politique peut disposer d'une marge de manœuvre dix fois plus élevée s'il veut en faire un projet ambitieux qui serve d'exemple dans une construction européenne qui s'enlise dans la dualisation et les fractures sociales.

Comment prélever la richesse qui se concentre avec la mondialisation ?

Sans attendre la mise en place d'un pouvoir politique mondial faisant contrepoids à une économie de marché qui se mondialise (bien que, ne l'oublions pas, 77 % de nos échanges extérieurs soient d'abord européens), des marges de concertation entre gouvernements subsistent.

Le prix Nobel d'économie James Tobin n'a-t-il pas suggéré l'idée d'une taxe de 0,05 % prélevée par les États sur les 1 000 milliards de dollars qui transitent chaque jour dans le grand casino mondial du marché des devises et de la spéculation ? Sur ces échanges de signes monétaires (bulle financière) cinquante fois plus élevés que les échanges réels de biens et de services, une telle taxe ne rapporterait pas à elle seule 150 milliards de dollars par an ?

Le Bureau international du travail à Genève préconise quant à lui de taxer les produits importés de la différence entre salaires et charges sociales des deux pays en relation commerciale. Ceci pour éviter que des fortunes se bâtissent sur la misère et l'exploitation de la main-d'œuvre des pays du Tiers monde.

D'autres propositions avancées concernent la création d'une taxe à la productivité, partant du principe que c'est aux robots à payer des charges sociales et non aux seuls salaires.

Ainsi les propositions de rééquilibrage nécessaire de la richesse pour le plus grand intérêt de la dynamique d'ensemble ne manquent pas. Ils sont complémentaires à la justice redistributive que constitue l'impôt dégressif sur le revenu présent dans chaque pays industrialisé.

Seul manque un projet politique ambitieux qui se nourrisse d'un regard de prospective sur la mutation d'un système productif qui, produisant de la richesse avec de moins en moins de travail, nous oblige qu'on le veuille ou non à des mesures redistributives.

C'est ce deuxième débat qu'a le mérite de poser l'idée du temps choisi parce qu'il concerne directement une idée politique chère aux pays européens, mais qu'il est opportun de revivifier dans ses fondements : la démocratie.

Le temps choisi, une réponse
projective et anticipatrice

Nous vivons un temps de passage difficile :

- entre un certain ordre des choses qui est en train d'épuiser ses effets (tel un incendie épuisant ses combustibles) et qui, malgré ses incohérences (chômage), ralentit sa disparition ;

- et l'émergence de nouveaux modes d'organisation, de «vivre ensemble» auxquels nos mentalités, nos comportements sont encore mal préparés.

Comment réussir le passage à une société informationnelle, créationnelle et de services provoquée par la mutation technologique ?

La prise de conscience d'un nouveau contexte

La productivité du travail est à la base de notre raisonnement sur la nécessité d'inventer le temps choisi. L'effet sur la société de la mutation technologique (équivalent d'un trem-

blement de terre étalé sur quelques décennies transformant les systèmes économiques) est la création d'un nouveau cli-vage dans les activités des hommes. Elle nous place dans un nouveau contexte de société.

Des activités à haute productivité du travail, vont côtoyer des activités à faible productivité du travail.

Activités à haute productivité du travail.

Là où les nouvelles technologies de la commande (automatisme, robotique) et de l'information (informatique, téléma-tique) vont trouver leur plein épanouissement, les gains de productivité du travail humain vont être considérables. Par exemple, en vingt ans, le temps nécessaire pour fabriquer une voiture va passer de quatre cents à quatre heures de travail humain. Les secteurs à haute productivité du travail vont être l'industrie, l'agriculture productiviste (par opposition à une agriculture d'espace), les bâtiments et les travaux publics.

De 1970 à 1990 les destructions d'emplois dans ces domaines d'activité à haute productivité du travail ont été massives (-1,2 million d'emplois), elles le seront encore à l'avenir.

Nous pouvons associer à ce secteur le secteur tertiaire (ou de services) fortement standardisable. Par exemple les banques et assurances, les transports et télécommunica-tions, la grande distribution.. où les nouvelles technologies (télématique, monétique, voix et images de synthèse, multi-médias, etc.) sont encore susceptibles de détruire à l'avenir un nombre considérable d'emplois.

Activités à basse productivité du travail.

Jusqu'à présent, un nombre à peu près équivalent d'emplois détruits dans les secteurs d'activité cités ci-dessus, ont été créés (voire transférés) dans un autre secteur d'acti-vité – à faible évolution de productivité du travail – que l'on pourrait appeler : « Tertiaire relationnel ». Comme un jeu de vases communicants en quelque sorte.

Ce secteur à faible productivité du travail (essentiellement des services relationnels de proximité) comprend des domaines aussi différents que ceux de la santé (aide aux per-sonnes âgées), de l'éducation, de la formation, du travail

social, de la culture, du commerce ou de l'artisanat de proximité, etc.

La nature même de ces activités de service – à forte dimension relationnelle et d'usage de temps le plus souvent réciproque entre le prestataire et l'utilisateur (exemple le dentiste, l'esthéticienne) – empêche l'idée de productivité du travail autre que marginale.

Les signes d'essoufflement de cet important transfert d'emplois entre ces deux domaines d'activité – à haute productivité du travail (en gros la production de biens de masse) et à basse productivité du travail (les services), apparaissent. Or, la croissance de la population active (dont le montant cumulé équivaut à peu près aux chiffres actuels du chômage) n'a pas encore en France inversé sa tendance.

Il faudra attendre 2010-2015 ce renversement démographique, plus tardif en France que dans les pays voisins.

D'ici là, beaucoup de choses peuvent se passer : apartheid riches/pauvres ? ateliers nationaux (ou communaux) de travail obligatoire comme en 1848 pour réguler la violence ? implosion cumulative ?

La formation initiale pour reculer les échéances

Jusqu'à présent la réponse anticipatrice apportée par les enseignants, les formateurs, les parents (voire même les entreprises) pour préparer les générations à venir a été une élévation des niveaux de formation et des diplômes. Ce comportement se voulait être légitimé par cette idée simpliste que plus le niveau scolaire et universitaire acquis est élevé, plus les chances de trouver un emploi sont importantes (ces cinq dernières années le nombre des étudiants dans les universités a augmenté de 39,9 %). La réalité des créations quantitatives de nouveaux emplois, valide de moins en moins cette réaction adaptative par le haut.

Pour 420 000 étudiants au dessus du niveau Bac + 2 qui rentreront sur le marché du travail en 1997, les offres de cadre de l'ANPE n'affichent qu'un montant de 70 000 emplois. Les déceptions sont de plus en plus nombreuses au sein des jeunes qui ne trouvent plus de débouchés à la mesure d'années d'effort de formation réalisées.

Aujourd'hui 21 % des jeunes diplômés des facultés et 13 % des jeunes diplômés des grandes écoles n'ont pas d'emploi

véritable. Les chiffres sont encore plus alarmistes à la sortie des BTS et des DUT (54 %) ou d'un baccalauréat général (70 %) ¹¹. Sur 4 000 élèves de terminale interrogés en 1996 par l'IGS, 95 % souhaitent réaliser de longues études et 35 % rêvent d'être fonctionnaires alors que les 45 000 postes ouverts par an par la fonction publique risquent fort de régresser.

À l'effort soutenu par l'espérance, succède le découragement, la déprime, et le sentiment d'avoir été abusé. Tant que dans tous les esprits, la formation sera associée directement au droit à l'emploi correspondant, le décalage croissant entre représentation et réalité sera source de toutes les violences (intériorisées ou extériorisées). Certains n'ont pas manqué de qualifier ce désajustement entre représentation et réalité de « bombe à retardement » dans les conflits intergénérationnels. Les 135 milliards de transfert d'argent intergénérationnel (enfants, parents, grands-parents) qui servent d'amortisseur temporaire ne pourront pas durer bien longtemps.

Pourtant, comment regretter ce patrimoine accumulé (à prix collectif élevé) de nouveaux savoirs s'ils n'ont pas été faits au détriment d'un apprentissage de la vie ? L'invention d'une société où le travail économiquement nécessaire ne mobilise plus à lui seul toute l'énergie créatrice collective et où l'emploi n'est plus le seul support du revenu et de la reconnaissance, devient alors une nécessité. C'est à ce type de projet que veut contribuer le temps choisi.

Apprendre toute la vie

Faire du temps choisi une possibilité de temps d'autoformation à partir d'un projet personnel ou une expression de citoyenneté reconnue socialement pour relayer le travail salarié classique devient une idée non plus seulement réactive mais anticipatrice sur les effets à venir de la mutation technologique en cours.

Seize millions de travailleurs à temps plein côtoyant de manière dynamique huit millions de travailleurs à temps partiel choisi, ce n'est pas du tout le même type de société que vingt millions de travailleurs à temps plein côtoyant quatre millions de chômeurs condamnés à la survie ou aux économies parallèles de la délinquance, de la drogue, ou du désespoir !

Le temps choisi facteur de bon
fonctionnement d'une société de service

Bien plus qu'un nouveau partage du travail, l'idée de temps choisi touche à la question du lien social et du sens. C'est une question centrale pour le bon fonctionnement d'une société où 80 % de la population active devra trouver les raisons de son utilité sociale dans le domaine des services, essentiellement ceux de type relationnel.

Éliminons la solution radicale chère aux clercs les plus fervents de la théorie libérale qui ne voient de solution que dans la baisse du coût du travail au risque d'aggraver encore la baisse de la demande solvable. Ce risque c'est que ces 80 % soient devenus tellement pauvres qu'ils ne puissent se rendre aucun service entre eux (salaire dérisoire oblige), condamnés à devenir les serviteurs exclusifs des 20 % les plus riches (retour à la société féodale grâce aux « forces libératrices » du marché !).

L'intuition visionnaire de J. Keynes

À la fin de sa Théorie sur la monnaie, l'économiste John Keynes dans Lettre ouverte à mes petits-enfants expliquait la « grande dépression nerveuse collective » que vivrait le monde occidental quand le transfert d'emploi de l'industrie se déverserait dans le domaine des services à productivité du travail nulle ou négative, « quand le temps s'échange contre du temps, les heures contre des heures ». Nous y sommes ! Il ajoutait qu'une mutation culturelle serait alors nécessaire pour que ses petits-enfants puissent s'en sortir : « Ce seront les peuples capables de préserver l'art de vivre et de le cultiver de la manière la plus intense, capables aussi de ne pas se vendre pour assurer leur subsistance, qui seront en mesure de jouir de l'abondance le jour où elle sera là. »

Et si le temps choisi devenait l'outil privilégié de cette mutation culturelle ! Et s'il devenait l'outil d'un nouveau type de relance centré sur le temps nécessaire à la consommation-production des richesses immatérielles ?

Et si la rémunération du temps choisi, réappropriation à terme par le plus grand nombre du salaire des robots (qui eux ne consomment pas), devenait le moteur d'une dynamique de la société de services où on s'échange une nouvelle rareté : le temps ?

12. Voir Ila Prigogine et Isabelle Stenger, La nouvelle alliance.

Les enjeux d'une société à dominante de services :
une nouvelle manière de produire, d'échanger,
de consommer et de vivre

Parce que le prestataire et l'utilisateur de ces types de services relationnels sont le plus souvent face à face, parce que se jouent dans ces relations entre personnes des enjeux multiples (psychologiques, anthropologiques, sociologiques, économiques...) qui dépassent de loin les « comportements rationnels et calculateurs » du producteur et consommateur d'objets qui ont servi de « présupposés » de base aux fondateurs de la théorie économique libérale, il y a bien là un bouleversement de type de société dont nous sommes loin d'avoir pris toute la mesure.

La notion de service change les repères de nos raisonnements économiques. Nous avons vu précédemment que les repères mentaux qui ont servi à la construction des théories économiques sont ceux des sciences physiques mécaniques et thermodynamiques des XVIII^e et XIX^e siècles maintenant profondément dépassés par les nouvelles sciences. Ils répondaient à l'idée de rareté centrée sur la notion d'objet matériel (matière et énergie).

Les expressions à la mode de « flux tendu », de « juste à temps », de « flexibilité », de « détérioration des termes de l'échange » (entropie), etc., témoignent de cet emprunt de la discipline économique à la thermodynamique.

Mais ces emprunts conceptuels peuvent-ils être aujourd'hui aussi efficaces dès lors qu'il s'agit d'échanger essentiellement du temps, de l'information, de la relation dans un service ?

Les théories économiques se sont construites en opposition aux sciences de la morale. La science avait à l'époque pour idéal d'objectivité l'élimination de l'observateur. Ainsi la discipline économique soucieuse de légitimité scientifique pour s'« autonomiser » a cru bon d'écarter l'homme de la réalité qu'elle observait. En se spécialisant sur l'observation des échanges, elle éliminait ses acteurs ! En isolant son objet de son contexte par disjonction-séparation, pour mieux le modéliser, elle faisait l'impasse de l'interaction avec le contexte. En voulant étudier le squelette, elle éliminait la chair.

13. Ce livre sur les structures ternaires et la tierce place, en projet depuis plusieurs années est ouvert à toute contribution. Le fonctionnement ternaire qu'implique l'idée de tierce place, s'oppose au monde de la binarité avec son principe de l'exclusion, et l'enfermement dans une dualité :

Les débats des économistes se réduisent à des confrontations de « modèles » d'économétrie pure désincarnés de toute l'idée de tissu social qui fait la vie en société. Ses experts se renvoient les uns aux autres leurs constructions intellectuelles dans un langage d'initiés imperméable à tout effort d'interdisciplinarité.

Toutes ces vastes mécaniques ont un point commun : l'homme en est toujours absent et elles ne proposent aucune vision structurante d'un monde susceptible de susciter de l'enthousiasme et du sens.

Une science économique devenue hégémonique qui s'interroge très peu sur son statut de connaissance et sa situation historique pour coévoluer avec les autres sciences, est une science qui se rétrécit : elle réfléchit mais ne pense pas.

Peut-elle alors nous être utile pour nous aider à sortir des valeurs et de la vision du monde (paradigme) dans lesquelles elle ne cesse de nous enfermer ?

La production d'objets est de plus en plus économe en matière et en énergie et se passe de plus en plus de travail humain. Ces objets, pour beaucoup d'équipement, se situant de plus en plus sur des marchés de renouvellement, la demande de ces biens ne peut plus connaître la même croissance qu'auparavant (sauf pour persuader les consommateurs qu'ils en ont besoin à force de publicité).

À l'instar de l'objet, la notion de service qualifie l'objet en information qualitative (« produit service »), voire même s'en détache pour devenir une production immatérielle à part entière, introduisant l'idée d'une interaction (ou coproduction) entre les représentations du prestataire et de l'utilisateur.

Nous le voyons bien : la nature de plus en plus immatérielle de ce qui s'échange, change les théories sur les conditions même de l'optimisation de l'échange.

Peut-on croire à une économie de service fondée sur la notion de besoin, optimisée suivant des principes de flux de matière (principes de Carnot), comme le suggère la théorie économique classique, alors que tout échange de type relationnel nous parle de prise de conscience et de découverte, de construction de visions partagées face à un futur incertain, de reconnaissance et de connaissance, d'être soi-même et d'être l'autre, de désir d'unification personnelle avec des appartenances nécessairement multiples, de passion impli-

quant : désir et angoisse, plaisir et souffrance, de séduction et de peur de la mort ?

Nous voilà bien désarmés pour rendre compte de la réalité d'un échange de service, et pour affronter la mutation en cours. Déplacer la concurrence de la production d'objets sur le terrain de la qualité et de la variété à coups de publicité, ne résout rien fondamentalement. Pour comprendre le fonctionnement d'un nouveau type de jeu de société, rien ne sert de se crispier sur des anciennes règles, introduisons un « joker » dans le jeu : pourquoi pas le temps choisi !

I

ACCOMPLIR LA DÉMOCRATIE

« Au lieu d'aller chercher ses clés dans la zone claire, là où c'est éclairé, on peut commencer par les chercher dans la zone d'ombre. »
(proverbe Indish)

Les utopies les plus fortes ne peuvent venir que de ce qui n'a pas été accompli dans nos traditions, et qui demeure comme une réserve de sens, une source de signification.

Et si cette réserve de sens se trouvait tout simplement dans une compréhension renouvelée de la démocratie, un système original dans l'Histoire, puissant et fragile comme la vie, présent à l'état d'ébauche dans guère plus de vingt pays au monde ?

Et si le temps choisi était nécessaire à un meilleur fonctionnement de la démocratie, laquelle était nécessaire à un meilleur fonctionnement d'une société informationnelle, créative et de services en train de s'inventer ?

La victoire d'un mythe

L'économie capitaliste de marché s'est aujourd'hui imposée (à quelques exceptions près) à la planète entière. L'uniformisation culturelle accomplie pour étendre le règne de la marchandise objet (la rendre désirable par tous), n'a pu venir à bout des multiples résistances liées à d'autres choix culturels et politiques que parce que à l'idée de « marché », comme mode d'échange dominant, était associée l'idée forte de liberté et une promesse, celle que « le développement par le marché » était le plus sûr moyen de l'épanouissement des peuples et des individus, et de la paix (« the best way of the life »).

14. K. Polany, La grande transformation.

Ce fondement mythique n'a pas échappé à Philippe Seguin qui, dans son dernier livre *En attendant l'emploi* estime que «le marché est une puissance anonyme, aux desseins mystérieux, dont on parle comme à une personne, à qui on attribue les pouvoirs les plus impressionnants, à qui l'on prête une rationalité indépassable, et qui est en train, ni plus ni moins de s'imposer contre la démocratie...» «Face aux maîtres du monde, ajoute-t-il, et à la menace d'un capitalisme totalitaire, c'est le moment de repenser la politique pour refonder la démocratie».

Pendant des décennies l'économie capitaliste de marché s'est vivifiée par une compétition sans merci avec une de ses variantes idéologiques sur le thème du développement des forces productives à l'Est, privilégiant l'idée d'«Égalité» sur la valeur «Liberté».

La soudaineté de l'effondrement du système soviétique à l'Est a renvoyé à l'économie capitaliste de marché une image gratifiante et triomphante d'elle-même, consacrant ainsi son succès historique.

Pour mieux comprendre cela, revenons aux fondements. Des observateurs nombreux n'ont pas manqué de faire le lien entre l'idée occidentale du «développement» et un héritage culturel de l'Europe : la culture sémitique, elle-même issue de la péninsule arabe qui a donné les trois religions monothéistes – le christianisme, l'islam, le judaïsme – avec pour foyer Jérusalem. L'idée de développement peut ainsi être regardée comme la version «laïcisée» d'un discours mythique propre aux religions monothéistes.

En effet l'idée de développement sous-tend la croyance en un «temps linéaire, cumulatif et irréversible», semblable à l'itinéraire ou l'ascension d'un peuple en marche vers la liberté et/ou l'égalité pour des jours nécessairement meilleurs. Ne nous est-il pas répété qu'il faut travailler plus dur avec au moins l'espoir que les sacrifices du présent pourront donner de meilleures chances à nos enfants ?

Le discours biblique d'un peuple séparé de Dieu par le péché originel, en marche vers la terre promise et le salut céleste (le jugement dernier), n'exprime-t-il pas la même idée ? («C'est à la sueur de ton front que tu mangeras, avant de retourner à la glaise», Genèse chapitre III). Les grandes idées ne puisent-elles pas leur force dans des fondements mythiques ? Les missionnaires du développement comme

nous l'avons évoqué dans un chapitre précédent, n'ont-ils pas tout simplement réactualisé et adapté le langage des missionnaires du salut ? Si nous avons cité en introduction « l'éthique protestante et l'esprit du capitalisme » de Max Weber, glorifiant la valeur rédemptrice du travail, ne peut-on pas faire la même analogie ?

Ce détour par les fondements de notre culture a pour but de nous amener à nous interroger sur l'idée que ce n'est pas parce qu'une variante de l'idée de développement, avec la même foi dans les vertus du progrès technologique, s'est effondrée à l'Est en privilégiant l'égalité sur la liberté, que celui qui subsiste est le meilleur qui se puisse concevoir.

Le vainqueur est d'ailleurs en bien piteux état, avec un chômage de masse (les exclus de la valeur rédemptrice du travail) inégalé de ce côté de l'Atlantique, un développement de la pauvreté inégalé de l'autre avec dette publique considérable, et déficit partout. (Le déficit commercial américain est en grande partie l'excédent commercial japonais). Le doute plane sur les capacités d'un « village global » à maintenir la diversité et la vie sur la planète.

D'autant que cette dernière s'est rétrécie dans les représentations et la réalité des transports, pour devenir « petite comme une orange » pour reprendre l'expression des cosmonautes dans leur navette spatiale. « Voici venir le temps du monde fini », disait Paul Éluard. Entre riches et démunis semble se mettre en place, en silence, une sorte d'apartheid mondial plutôt qu'un grand village. Il y a un point sur lequel les très pauvres et les très riches s'entendront toujours : la prédominance de l'économie de l'avoir sur l'être. Les premiers en raison de la nécessité de la survie. Les deuxièmes parce que la course à la puissance n'a pas de limite et qu'il faut beaucoup de moyens pour protéger des « îlots de richesse dans des océans de misère », pour se protéger contre les pauvres.

Le compromis historique État-Marché

Heureusement les hommes politiques, plus pragmatiques que les théoriciens de l'équilibre général concurrentiel – modèle référentiel du capitalisme – ont su construire des équilibres mixtes au cours de l'Histoire entre les forces du marché, déchaînées au nom de la « liberté » et le rôle nécessaire de l'État pour rétablir plus d'« égalité ». La politique

15. J. T. Godbout, *L'esprit du don*, Ed. La Découverte.

introduit ainsi un « compromis » entre l'individualisme et l'inégalité produite par le marché et la production de plus de société qui nécessite davantage d'équité.

Cette tension État-Marché apparaît dans le discours politique par des formules bien connues du genre « plus d'initiative et de liberté d'entreprendre dans le marché » et « plus de solidarité par le rôle régulateur et de redistribution de l'État ». Même si on peut débattre sur le « mieux » et/ou le « plus » d'État, sa disparition paraîtrait absurde.

L'indispensable rôle de l'État

Il faut avoir une dose conséquente de naïveté pour croire que les hommes peuvent se passer totalement d'État providence, car là où les ultra libéraux l'ont fait disparaître, les individus exclus du marché l'ont réinventé d'une nouvelle manière avec la drogue, les milices privées, la mafia, la délinquance et la criminalité. Sait-on que dans un pays dit de la liberté comme les USA où les écarts d'inégalité vont de 1 à 100, 1 % des hommes actifs sont en prison ? Il n'est pas besoin d'être un grand économiste ou observateur pour constater quotidiennement les aspects pervers de l'échange de marché libéré de toute contrainte :

* Il privilégie le court terme (le profit immédiat) et occulte le long terme. Il ignore les besoins non solvables.

* Il « externalise » sur la collectivité des coûts sociaux et d'environnement non pris en compte dans ses calculs d'efficacité toujours partiels ou sectoriels.

* Il sait habilement transformer dans certains cas la loi des avantages comparatifs censée amener la prospérité à l'ensemble, en loi des « avantages absolus » du plus fort sur le plus faible.

Ne s'intéressant qu'au résultat de l'échange et non à son contenu, il est pauvre en lien, isole et atomise les individus, et crée ainsi de nouveaux besoins qui n'existaient pas précédemment.

Tous nos débats électoraux binaires ne portent-ils pas sur le savant dosage à effectuer entre le marché et la dérégulation au nom de la Liberté (« la monnaie est de la liberté frappée », disait Hegel), et l'État au nom de l'Égalité pour préserver la solidarité ? Et si ce débat nécessaire, était devenu insuffisant ? Et si comme le disait Albert Einstein, nous ne

trouvions pas de réponses à nos questions parce que nous nous étions tout simplement trompé de question ?

Un proverbe Indish nous dit que si nous ne trouvons pas nos clés égarées, c'est parce que nous les cherchons toujours au même endroit, mais jamais dans les zone d'ombre loin de la zone éclairée.

La valeur oubliée de l'histoire du développement et du débat politique

Dans nos certitudes triomphantes sur le développement par le marché, rien n'est dit sur le type de réalité des échanges que sous-tend une troisième valeur que nous avons pourtant adoptée en 1848 à la Convention et qui est inscrite sur les frontons de nos monuments : la fraternité.

Serait-ce que cette « tierce valeur » de notre idéal démocratique n'aurait pas de réalité mesurable qui intéresse notre idéologie du développement et la science économique ? Serait-elle un supplément d'âme introduit par erreur qui n'aurait rien à faire dans la croissance ?

La tentation est grande de se débarrasser de cette troisième valeur en la réduisant au mot « solidarité ». En payant mes impôts je paye mon tribut à la solidarité, pense-t-on le plus souvent. Et quand l'État se désiste, le report de la solidarité s'effectue sur les collectivités territoriales au nom de la décentralisation. Les maires et les conseillers généraux en savent quelque chose en voyant les dépenses sociales d'urgence considérablement augmenter !

Deux mille jeunes de vingt ans interrogés à travers l'Europe par une enquête initiée par le ministère de la Recherche confirment l'absence de cette troisième valeur « fraternité » dans la réalité de nos sociétés. Qu'aurait été la réponse si la question avait été posée à ses 18,5 millions de chômeurs ?

Détour par la démocratie

L'idée de démocratie nous vient de notre deuxième héritage culturel indo-européen (bien plus ancien que l'héritage précédent des religions monothéistes) : la culture helléniste, elle-même issue de la mer Caspienne et de la mer Noire. Redécouvrir notre culture grecque c'est redécouvrir la source des grandes interrogations philosophiques (la sagesse), que ré-interpellent positivement les nouvelles sciences^{1 2}. La Grèce c'est aussi l'origine de l'idée de République (res

publica : la chose commune), la célèbre inscription déjà inscrite cinq siècles avant Jésus-Christ au-dessus du temple de Delphes : « Connais-toi toi-même », rappelant à chaque homme qu'il est mortel. Nous voudrions tant l'oublier !

Pour les Grecs, le temps n'est pas linéaire, cumulatif, irréversible comme dans la culture sémitique, mais un éternel recommencement.

Nous voilà déjà en décalage avec le discours dogmatique de la croissance-développement tendu vers l'infini tel qu'il apparaît dans les textes historiques que nous avons présenté précédemment, de Jules Ferry à Raymond Barre.

Mais plus encore, ce qui sous-tend l'idée de démocratie, c'est que le sens n'est pas donné ou révélé de l'extérieur. Pour la démocratie, l'Histoire n'est pas écrite de manière à ce que devin ou prophète (expert) puisse la « révéler ». Pour la démocratie le sens est un chemin qui s'ouvre en marchant, toujours à refaire, une invention permanente. Point de vérité absolue en amont de la conscience et du libre arbitre de l'homme pour lui dicter le vrai et le faux, mais une vérité et une transcendance à découvrir en aval dans la vie elle-même. Ainsi la création du sens procède-t-elle d'un travail de l'individu sur lui-même. Elle est de sa responsabilité individuelle et collective. Le sens n'est pas donné de l'extérieur par un dogme universel auquel il n'y aurait plus qu'à se soumettre. Exceptée la certitude que nous sommes tous mortels (et non immortels) vivifiant l'idée de fraternité.

Nous voilà au cœur du problème : la tierce valeur fraternité gêne la mythologie programmée du développement et la religion du salut, qui légitime la valeur rédemptrice du travail ! Pourtant nous sentons bien que ces trois valeurs liberté, égalité, fraternité, à la fois complémentaires et antagonistes forment une trinité complexe :

* la liberté, seule, tue l'égalité, sans réaliser pour autant la fraternité ;

* l'égalité, seule, tue la liberté et ne réalise pas pour autant la fraternité ;

* la fraternité est fondamentale pour qu'il y ait un lien communautaire vécu entre les citoyens.

Mais à l'exception des deux autres, elle ne peut ni être promulguée ni instaurée par décret. Elle échappe à tout programme. Son absence expliquerait-elle l'anomie dans l'opulence, la déprime dans la richesse ?

La composante fraternité inséparable et consubstantielle aux deux autres valeurs de la démocratie, serait-elle indispensable à la production du sens et du lien social ? Son absence serait-elle liée au sentiment de plus en plus répandu d'un monde « vide » de sens ? La porte serait alors ouverte aux deux extrêmes de l'ordre et du désordre : les religions dogmatiques pour l'un, le nihilisme, l'anarchie, voire le cynisme pour l'autre. Or, entre l'ordre et le désordre, la vie (et la démocratie ?) a choisi l'entre-deux ! Le but de la vie, c'est la vie ! Et contrairement à nos sociétés humaines, la vie puissante et fragile depuis quatre milliards d'années, est une entreprise qui a réussi !

La tierce place de la valeur fraternité

Le thème de la « tierce place » ou de « l'entre-deux » est d'une étonnante fécondité et pourrait faire l'objet d'un livre à lui tout seul chevauchant des univers différents¹³.

Par exemple le philosophe Michel Serres rappelle dans *Le tiers instruit* (Ed. F. Bourin) que « Toute évolution et tout apprentissage passent par un métissage, le métis s'appelle : le tiers instruit » [...] « Aime l'autre qui engendre en toi une troisième personne : l'esprit » [...] « De sorte que la connaissance, pensée ou invention, ne cesse de passer de tierce place en tierce place. »

S'il n'est pas lieu de développer ici ce thème – d'une étonnante modernité – de la tierce place que certains philosophes appellent le « vide fertile », soulignons simplement le fait qu'il est très présent dans les nouvelles sciences dites cognitives (épistémologie, psychosociologie, neurosciences, intelligence artificielle, biologie, etc.).

Les sciences économiques fermées sur elles-mêmes y puiseront-elles un jour leurs nouveaux repères ? Verrons-nous réapparaître, par un nécessaire effort d'interdisciplinarité entre les nouvelles sciences, une pensée large, historique, sociale, ouverte sur le futur qui s'enracine dans nos grandes traditions ?

Fraternité et lien social

La question de la fraternité comme « tierce place » ou « entre-deux » est d'une vive actualité. Car si autrefois on se

sentait appartenir à des cercles de fraternité – syndicat, parti, religion, famille.. davantage par héritage, par habitude, que par choix délibéré, les cercles de fraternité aujourd’hui à l’inverse exigent une énergie et un effort constant de la part de chacun pour exister, se vivifier et se renouveler sans cesse.

Car cette tierce valeur fraternité, subjective, affective, force communicante et communiante, qui part du vécu de chacun, nous concevons bien qu’elle ne peut être garantie ni imposée par aucune loi, ni institution.

Elle nécessite un travail intense sur soi-même et un apprentissage de la vie en groupe auquel l’école, où nous avons surtout consommé des connaissances, nous a bien mal préparés.

Peut-on plaider pour un temps choisi « école de citoyenneté et de la vie », une école de la tierce place ou de l’entre-deux vécue comme un vide fertile ?

Proche de l’idée de fraternité, se trouve celle de convivialité. Mais nous savons combien cette convivialité peut être factice quand elle est accompagnée d’inégalité (par exemple dans une entreprise) ou quand elle est vécue dans un système totalitaire ou exclusif (par exemple dans une secte). Cette tierce valeur fraternité indissociable de l’idée de liberté et d’égalité, peut-elle devenir le nouveau territoire de (re) conquête de la citoyenneté, des pionniers du temps choisi ?

Faire de la démocratie une idée politique ?

L’économie capitaliste de marché est triomphante. Même régulée par de nouvelles fonctions politiques qui tardent à venir, cette économie capitaliste planétaire amplifiée par l’essor d’une technoscience (prométhéenne) sans conscience, recule sans arrêt ses promesses mythiques d’un monde meilleur. Nous risquons plutôt de nous rapprocher du « Meilleur des mondes » caricaturé par A. Huxley si la fonction politique se désengage, tant les forces de concentration du marché et de la finance sont puissantes.

Si, comme le font les néo-libéraux, on établit une équivalence entre le marché, le capitalisme et la démocratie, prenons garde que les victimes de plus en plus nombreuses de ce grand marché planétaire se retournent, en quête de salut, vers les forces qui historiquement ont été hostiles au marché et à la démocratie : les systèmes totalisants et totalitaires.

16. Comme c’était le cas dans la France rurale de jadis, avec ces dizaines de milliers d’hectares dits « sectionaux » de terrains qui n’étaient ni publics ni privés.

17. Ou du moins ils nous en rapprochent au point que quand les gens se connaissent suffisamment bien dans notre SEL « Cocagne », les unités de

Ainsi au marché et au capitalisme (monétairement régulé) il nous faut opposer – en tension dynamique – la démocratie ressourcée dans ses fondements. Car le mouvement est une tension dynamique. Il nous faut inventer, non pas une économie de marché, mais une économie avec marché, remis à sa juste place. Quelque chose comme Athènes sans esclaves peut-être, ces derniers étant remplacés par les robots.

Une bonne nouvelle

Alors cette nouvelle que « le temps passé à la quête du sens » dépasse le temps passé à la production de biens utiles et nécessaires devrait nous réjouir, au lieu de nous plonger dans un profond désarroi. Vive la réduction du temps de travail ! Elle arrive à point pour promouvoir l'idée inachevée de démocratie.

Pour travailler à faire exister la démocratie, il faudra beaucoup de temps choisi.

À la notion de travail subi, le « temps choisi » substitue l'idée de l'« œuvre », un travail autrement plus exigeant, pour devenir, comme l'exprime le biologiste Albert Jacquard, « coauteur » de nous-mêmes et co responsables de nos choix collectifs. Nous sortirions alors de cette crispation sur le temps de travail économiquement nécessaire qui se raréfie, et qui, par sa valeur rédemptrice, monopolise trop l'identité de chacun. Car comme l'exprime Arnaud Desjardins reprenant, dans Réussir sa vie, les grands textes bouddhistes : « le plus difficile est de sacrifier sa souffrance ». Notre Everest est de sortir du travail grâce au temps choisi.

Ainsi, recréer une tension dynamique entre la richesse de l'idée de démocratie et l'économie capitaliste de marché (arbitrant entre égalité et liberté) est un grand chantier pour demain. C'est renouer avec les deux sources de notre héritage culturel qui ont façonné nos langues européennes.

N'y aurait-il pas là une réserve de sens pour une construction de l'Europe ?

La France qui a la particularité d'être le seul pays européen à avoir inscrit les trois valeurs – liberté, égalité, fraternité – de la démocratie sur les frontons de ses monuments publics, peut-elle devenir messagère du sens de ce ternaire pour repenser le politique en refondant la démocratie ?

Un beau message pour le passage au troisième millénaire dans moins de 3 000 jours ; Cela éviterait de sacrifier la dynamique sociale et culturelle de l'Europe au nom d'une idéologie

de fuite en avant quasi religieuse qui se prolonge dans la virtualité d'une bulle financière.

Il s'agirait alors de construire une communauté de destin qui se démarque du déchaînement à l'échelle planétaire et sans régulation des forces aveugles du marché.

Économie de marché
Liberté

Économie de redistribution Égalité	Économie non monétaire de don et reciprocité Fraternité
--	---

L'entre-deux du marché et de l'État :
une troisième forme de l'échange

Resterait alors à redécouvrir les fondements du type d'échange qui réhabiliteraient la valeur fraternité aux côtés de l'échange de marché (liberté) et du prélèvement-redistribution par l'État (égalité).

Sans chercher bien longtemps, grâce au chèque du temps choisi nous redécouvririons les vertus d'une économie d'échanges non monétaire encore présente pour ceux qui savent la voir : c'est l'économie non monétaire de don et de réciprocité.

Si notre histoire du développement et du progrès a largement contribué à dévaloriser ce type d'échange au profit des échanges monétaires pour valoriser la liberté (le marché) et l'égalité (l'État), des anthropologues et ethnologues comme Karl Polany nous en font redécouvrir la richesse¹⁴. Ce détour par l'anthropologie, qui nous apporte des enseignements sur la régulation de la violence et du sacré, nous fait redécouvrir l'intérêt que nous pourrions avoir à préserver des espaces d'échange non monétaires où puisse s'exprimer la valeur fraternité.

Prenons garde que notre quête désespérée pour la création d'« emplois relationnels de proximité », qualifiée « d'acharnement thérapeutique de l'emploi » par Alain Lebaube, journaliste économique au journal Le Monde, ne fasse disparaître ces échanges non monétaires de manière irréversible. Car c'est dans ces espaces-là où l'élan vers l'autre, l'émotion plus

que l'intérêt, le plaisir de donner, rendent encore possible la valeur fraternité.

Ne laissons pas la solitude et la dépression par carence de fraternité devenir la proie du marché, comme elles le sont déjà, au nom de la création d'emploi et la quête du profit. Laissons ces espaces au temps choisi que rend possible une productivité dans la création des richesses utiles jamais égalée.

Chacun le sent bien à son niveau, il est de nouvelles frontières que le marché ne doit pas franchir sans de graves déconvenues (par exemple dans le clonage du vivant). Il est des seuils où la quantité tue la qualité, où le plus détruit le mieux. C'est l'enjeu du temps choisi de nous recentrer sur une économie de l'être qui change la nature de nos désirs, plutôt que dans une course périlleuse sans fin et sans issue sur l'empilement de l'avoir. C'est l'enjeu du temps choisi d'éviter la marchandisation généralisée de toutes les sphères de la vie privée et de tous les aspects de la vie humaine.

Par sa position intermédiaire entre le marché et la vie privée, le temps choisi participe d'un choix de société.

Redécouvrir l'économie
non monétaire du don et de la réciprocité

«La plus grande des misères c'est de ne rien pouvoir donner parce que plus personne n'attend rien de vous. Plus que le contenu de l'échange, c'est l'acte même d'échanger qui est important.»

Voilà un prologue qui pourrait introduire tout discours sur le don, un échange particulier où le lien est considéré aussi important que le bien.

Contrairement à l'échange de marché qui annule la dette de l'échange par de l'argent, rendant quitte les deux partenaires de l'échange, permettant ainsi l'anonymat, le don fidélise, maintient la mémoire de la relation.

Les anthropologues étudiant les principes de réciprocité, de transaction et d'échange, dans des sociétés traditionnelles où n'intervient aucun profit, nous font redécouvrir la cohérence et l'intérêt d'un type d'échange bien particulier qui s'inscrit dans notre mémoire collective : l'économie non monétaire de don et de réciprocité. Peut-on en recueillir des enseignements dans notre recherche d'un nouvel art de vivre en démocratie ?

Dans ces sociétés traditionnelles, où rien n'est produit mais tout est donné par la nature, le monde social et le cosmos ne peut s'engendrer et s'organiser qu'à partir de dons ou cadeaux que se font les personnes. L'obligation de « donner à son tour », c'est prendre part à cette circulation vitale, car les sociétés archaïques ne vivent pas dans l'obsession de la rareté matérielle. Ce n'est pas leur souci primordial. C'est ainsi que dans les îles Trobiend de Nouvelle-Guinée, les dons ou cadeaux circulent d'île en île, sans la moindre comptabilité, avec des retours pouvant s'échelonner sur plusieurs mois ou plusieurs années.

Si le don peut être gratuit au sein d'une famille, c'est-à-dire non assujetti d'un retour entre parents et enfants par exemple, il ne peut en être ainsi au sein d'un groupe élargi ou communauté. Le don circule d'un premier à un deuxième, puis à un troisième, pour se boucler au sein d'une « fratrie », pour fabriquer un sentiment d'appartenance et créer du lien.

C'est en donnant que l'on tire un plaisir des biens que l'on a reçus. On reçoit pour donner et recevoir.

Un don qui ne circule pas, non restitué à une tierce personne, crée du pouvoir sur autrui, de la dépendance, il pourrait être assimilé à de la charité. C'est la dépendance ou le pouvoir sur autrui que peut générer le don qui nous fait nous méfier de lui. En langue germanique le mot don gift peut signifier aussi le poison, mais l'étymologie latine du mot *dosis* nous rappelle justement qu'entre médicament et poison tout est dans la dose ! Marcel Mauss explique que l'esprit du don, qu'il appelle le *Hau*, accompagne le don et pallie à ce danger. Dans les sociétés traditionnelles il était du devoir de chacun de « donner à son tour » pour faire circuler le *Hau*, à défaut de quoi il se trouvait « ensorcelé ».

Il y a dans ce type d'échange de don plus que du troc à plusieurs, quelque chose de l'ordre d'un mouvement vers l'autre, « un mouvement de l'âme ? » qui échappe à la raison, dit J. T. Godbout dans *L'esprit du don*¹⁵. On le fait parce qu'on le ressent, et non par calcul débit-crédit. Le don comporte fondamentalement une incertitude, un risque ou un pari, ceux du non-retour après de multiples échanges. Il est par définition asymétrique, un mouvement en déséquilibre comme un processus de vie. On comprend ainsi qu'il ait été dévalorisé ou ignoré par les esprits cartésiens soucieux de mesure, de symétrie et d'équilibre.

Cette asymétrie dans l'échange est comme une dette qui circule, elle signifie « que le lien est plus important que le bien » et que l'on appartient à une communauté. En langue canaque le même mot désigne le don, la dette et la vie. Ce que n'aurait pas désavoué le renard du petit prince de Saint-Exupéry qui nous apprend que « les hommes n'ont plus de temps pour s'appriivoiser ou donner, car ils achètent des choses toutes faites chez le marchand » et que si dans le don « chaque échange est unique, c'est que l'essentiel est invisible pour les yeux ».

Mais si le don est refoulé, dévalorisé, ignoré dans notre culture imprégnée de vitesse, de liberté sans contrainte, d'immédiateté, d'urgence, où le temps nous échappe, nous savons aussi qu'il s'exprime implicitement chaque fois qu'il y a de la création, de la fête et du plaisir d'être ensemble. L'appriivoisement par le don a besoin de la durée.

Ce ne serait pas un des moindre intérêts des projets de temps choisi de redécouvrir les enseignements de l'économie non monétaire de don et de réciprocité, en nous réapprenant le sens de la durée dilapidée par la modernité.

La monnaie en contrepoint du don

À l'opposé de ces échanges non monétaires de don se trouve celui de la monnaie. La monnaie métal existe depuis 4 000 ans. Pendant longtemps elle a été conçue comme un instrument pour faciliter le troc à plusieurs. Mais avec le temps l'argent a su prendre progressivement une autre fonction. Aristote constatant le caractère impérissable qu'est l'argent, substitut à la marchandise qui s'use, explique que c'est le seul bien que nous pouvons accumuler à l'infini : « l'argent dépasse la mort ». Ainsi, il transgresse et transcende la seule certitude que nous avons, celle d'être mortel. Il n'est alors pas étonnant que nos sociétés qui, nous l'avons vu, rêvent d'Éternité l'aient tant adoré et sacralisé. L'argent est devenu roi.

Percevant bien cette ambivalence de l'argent entre sa fonction de simple outil et celle de transgression des valeurs, le pouvoir religieux a longtemps interdit la thésaurisation (« faire enfanter de l'argent à de l'argent prêté » disait-on). Ceux qui faisaient de l'argent avec l'argent, les usuriers, avant de pouvoir acheter leur paradis avec des indulgences de l'Église, furent frappés d'excommunication jusqu'en 1300. Les pièces de monnaie périodiquement refondues et impo-

sées ne se prêtaient pas à de l'accumulation, s'en débarrasser accélérerait les échanges. Molière ne se privera pas dans ses pièces d'exprimer que « si nous voulons faire de l'argent un simple moyen d'échange, il faut en faire une marchandise plus périssable et moins enviable que les marchandises elles-mêmes ».

Par une curieuse inversion mentale (dont nous sommes devenus familiers dans notre histoire occidentale), la monnaie — signe de l'échange — a alors acquis la représentation mentale d'un produit ou d'un bien, qui a une valeur intrinsèque, pouvant être rare (comme l'or), ayant donc un prix à la mesure de cette rareté (le taux d'intérêt). Curieusement, la création monétaire est considérée toujours comme inflationniste ! En conséquence, inventée originellement pour simplifier les opérations d'échange et les stimuler, la monnaie, investie de nouvelles fonctions au fil du temps, paradoxalement les appauvrit !

Or, nous le savons bien, la monnaie ne crée pas en soi la richesse, c'est l'échange qui crée la richesse.

L'histoire a amené la monnaie à jouer une bien curieuse fonction : elle isole deux groupes de population, l'une privée de monnaie qui se trouve ainsi privée du pouvoir d'échanger, activité essentielle pour exister, l'autre qui ne pouvant consommer en biens et en services tout ce que lui permettrait son avoir en monnaie, spéculé par ordinateur interposé pour « faire de l'argent avec de l'argent ». Avec les spéculations financières sans précédent et l'autonomisation de la création monétaire qui échappe au politique et donc aux citoyens, nous l'avons vu, nous voilà en pleine actualité.

Ce double regard sur l'échange de marché et sur l'échange de don nous permet maintenant de mieux entrevoir leur complémentarité. On pourrait exprimer sans trop d'erreur que le premier a pour objet de rapprocher des marchandises dans l'espace et que le deuxième a pour fonction de relier des hommes dans la durée.

Si le premier insiste sur la « valeur d'échange » (parfois la « valeur d'utilité » dans le débat marxiste), le deuxième met en évidence une « valeur de lien » qui échappe à la mesure dans un échange entre deux personnes.

Contrairement à ce qui intéresse la science économique classique, nous redécouvrons avec le don que c'est le fait

d'échanger qui est un besoin, souvent bien plus que le contenu de cet échange.

Il n'est pas étonnant que ce soit dans un contexte de précarisation grandissante, privé d'outils ou de signes monétaires pour échanger, que se soient créés et démultipliés les SEL. Ils redécouvrent ainsi localement la richesse du contenu relationnel complexe de l'échange.

Les systèmes d'échanges locaux ou SEL :
le retour du don et de la réciprocité ?

Parce que l'acte constitutif de la personne humaine est l'échange et que les lois élitistes du marché ont exclu de l'échange des catégories de population de plus en plus importantes, des initiatives citoyennes nouvelles se développent sur le principe du don compensé. Ce sont les associations d'échanges réciproques de savoir nées à Évry en région parisienne en 1970 et les systèmes d'échange locaux de proximité (SEL) nés en Ariège et dans les Pyrénées, « Grains de sèl » en 1994 pour la campagne, et à Toulouse « Cocagne » en 1995 pour la ville.

Ces systèmes d'échange locaux comparables aux LETZ anglais (Local Exchange Trading System) qui concernent déjà quarante mille personnes (ou aux LETZ canadiens ou australiens), se redéveloppent actuellement au sein de groupes de sociabilité de proximité dépassant rarement 100 à 300 personnes.

À l'image des chantiers d'entraide d'agriculteurs ou des échanges amiables de terre ou de produits, encore existants dans certaines campagnes, ils fonctionnent sur les principes traditionnels d'économie du troc ou du don tout en tenant une comptabilité interne garantissant la réciprocité (donner pour recevoir et recevoir pour donner) et la transparence (confiance) des échanges entre leurs membres.

Ces associations de particuliers que sont les SEL sont passées au nombre de 250 en moins de deux ans à travers la France. Comme les quatre cents associations d'échanges réciproques de savoirs, ces SEL qui se démultiplient ont le mérite de remettre des hommes et des biens exclus des échanges de marché dans le jeu des échanges hors argent. Ils se distinguent fondamentalement par leur mode de fonctionnement des principes actuels de l'économie de marché en affichant : leur transparence (qui connaît le compte bancaire de son voisin ?), le principe de réciprocité à plusieurs de

***La Fondation Charles Léopold Mayer pour le progrès de l'Homme (FPH)** est une fondation de droit suisse, créée en 1982 et présidée par Pierre Calame. Son action et sa réflexion sont centrées sur les liens entre l'accumulation des savoirs et le progrès de l'humanité dans les domaines suivants : environnement et avenir de la planète ; rencontre des cultures ; sciences, techniques et société ; rapports entre État et Société ; agricultures paysannes ; lutte contre l'exclusion sociale ; construction de la paix. Avec des partenaires d'origines très diverses (associations, administrations, entreprises, chercheurs, journalistes...), la FPH anime un débat sur les conditions de production et de mobilisation des connaissances au service de ceux qui y ont le moins accès. Elle suscite des rencontres et des programmes de travail en commun, un système normalisé d'échange d'informations, soutient des travaux de capitalisation d'expérience et publie ou copublie des ouvrages ou des dossiers.*

***La librairie FPH** est une association constituée selon la loi de 1901, dont l'objectif est d'aider à l'échange et à la diffusion des idées et des expériences de la Fondation et de ses partenaires. Sous la marque des **Éditions Charles Léopold Mayer**, elle édite des dossiers et des documents de travail, et assure leur vente et leur distribution, sur place et par correspondance, ainsi que celle des ouvrages coédités par la Fondation avec des maisons d'édition commerciales.*

Vous pouvez vous procurer les ouvrages et les dossiers des Éditions Charles Léopold Mayer, ainsi que les autres publications ou copublications de la Fondation Charles Léopold Mayer pour le progrès de l'Homme (FPH) auprès de :

La librairie FPH
38 rue Saint-Sabin
75011 PARIS (France)
Tél./Fax : 01 48 06 48 86

Sur place : mardi, mercredi, vendredi : 9h-13h et 14h-18h, jeudi : 14h-19h

Par correspondance : d'après commande sur catalogue.

Le catalogue propose environ 300 titres sur les thèmes suivants :

avenir de la planète
lutte contre l'exclusion
innovations et mutations sociales
relations État-société
agricultures paysannes
rencontre des cultures
coopération et développement
construction de la paix
histoires de vie

Pour obtenir le **catalogue** des éditions et coéditions Charles Léopold Mayer, envoyez vos coordonnées à :

La librairie FPH
38 rue Saint-Sabin
75011 PARIS (France)



Veillez me faire parvenir le catalogue des éditions et coéditions Charles Léopold Mayer.

Nom	Prénom
Société	
Adresse	
.....	
Code postal	Ville
Pays	

